





**Actes de la 11^{ème} réunion des ministres de
l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Pêche des
pays membres du CIHEAM**

Tirana, 22 septembre 2016

**Proceedings of the 11th meeting
of the Ministers of Agriculture, Food and Fisheries
of the CIHEAM's member countries**

Tirana, 22 September 2016



Ministère de l'Agriculture, du développement rural et de l'administration de l'eau, Albanie

Ministry of Agriculture, Rural Development and Water Administration, Albania



CIHEAM

Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes

International Centre for Advanced Mediterranean Agronomic Studies

**Actes de la 11^{ème} réunion des ministres
de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Pêche
des pays membres du CIHEAM**

Tirana, 22 septembre 2016

**Proceedings of the 11th meeting
of the Ministers of Agriculture, Food and Fisheries
of the CIHEAM's member countries**

Tirana, 22 September 2016

Edited by

Cosimo LACIRIGNOLA and Vincenzo FERSINO

SOMMAIRE / CONTENTS

PROGRAMME

9 / 11

PRÉFACE / PREFACE

15 / 17

DISCOURS OFFICIELS / INAUGURAL SPEECHES

Edmond PANARITI Ministre de l'Agriculture, du Développement Rural et de l'Administration de l'Eau de l'Albanie	21
Mohamed SADIKI Vice-Président du Conseil d'Administration du CIHEAM	23
Romana VLAHUTIN Head of the European Union Delegation to Albania	27

MESSAGES VIDEO/ VIDEO MESSAGES

José GRAZIANO da SILVA Director-General of the FAO	31
Phil HOGAN European Commissioner for Agriculture and Rural Development	33
Stéphane LE FOLL Ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt de la France	35

**INTRODUCTION DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU CIHEAM /
INTRODUCTION BY THE SECRETARY GENERAL OF THE CIHEAM**

Cosimo LACIRIGNOLA Secrétaire général du CIHEAM	41
---	-----------

INTERVENTIONS DES MINISTRES OU CHEFS DE DELEGATION / SPEECHES BY THE MINISTERS OR HEADS OF DELEGATION¹

ÉGYPTE / EGYPT

Mohammed AMER
Head of Delegation

49

GRÈCE / GREECE

Charalambos KASIMIS
General Secretary of Agricultural Policy and Management of European Funds

51

ITALIE / ITALY

Giuseppe CASTIGLIONE
Under Secretary of State for Agriculture, Food and Forestry Policies

55

MALTE / MALTA

Roderick GALDES
Parliamentary Secretary for Agriculture, Fisheries and Animal Rights

59

MAROC / MOROCCO

Lybesha BUJAR
Consul Honoraire du Maroc en Albanie

61

PORTEUGAL

Nuno CANADA
President of the National Institute for Agrarian and Veterinary Research (INIAV)

67

ESPAGNE / SPAIN

Jaime HADDAD SANCHEZ DE CUETO
Sous-secrétaire à l'Agriculture, à l'Alimentation et à l'Environnement

69

TUNISIE / TUNISIA

Omar BEHI
Secrétaire d'État à la production agricole
Ministère de l'Agriculture, des ressources hydrauliques et de la pêche

73

TURQUIE / TURKEY

Ali Recep NAZLI
Director General for EU & Foreign Relations
Minister of Food, Agriculture and Livestock

79

¹ La collection de ces documents doit être considérée non officielle et non exhaustive. Les discours reprennent l'ordre de passage observé durant la manifestation elle-même. Certains discours ne figurent pas même s'ils ont été prononcés, car leur version écrite n'a pas été livrée à la Conférence ni envoyés plus tard.

This collection of acts must be considered as unofficial and non exhaustive. The proceedings of the meeting follow the order of passage during the event. Some speeches are not included despite the fact that they were pronounced as their written version was neither delivered at the Conference nor sent later..

INTERVENTIONS DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES / SPEECHES BY INTERNATIONAL ORGANISATIONS

BERD / EBRD		
Victoria ZINKHUK		85
Acting Director for Agribusiness		
CIM / CMI		
Mourad EZZINE		87
General Director		
FAO		
Raimund JEHLE		89
Regional Strategic Programme Coordinator		
ICARDA		
Kamel SHIDEED		91
Assistant Director General for International Cooperation and Communications		
OCDE / OECD		
Dimitris DIAKOSAVVAS		95
Senior Economist – Trade and Agriculture Directorate		
UMA		
Faouzia CHAKIRI		99
Chef de Division Direction de la Sécurité Alimentaire		
RECOMMANDATIONS / RECOMMENDATIONS		103
LISTE DES PARTICIPANTS / LIST OF PARTICIPANTS		135

PROGRAMME

08:45 - 09:30 SESSION INAUGURALE

Discours de bienvenue de M. Edmond PANARITI, Ministre de l'Agriculture et de Mohamed SADIKI, Vice-président du CIHEAM.

Mot d'accueil du représentant de Mme Federica MOGHERINI, Haute représentante de l'Union pour les Affaires étrangères et les politiques de sécurité / Vice-Président de la Commission, l'Ambassadeur Romana VLAHUTIN, Chef de la délégation de l'Union européenne en Albanie.

Messages vidéo de M. José GRAZIANO DA SILVA, Directeur Général de la FAO, Phil HOGAN, Commissaire européen à l'agriculture et au développement rural, Stéphane LE FOLL, Ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt de la France.

Introduction par le Secrétaire Général du CIHEAM, M. Cosimo LACIRIGNOLA.

09:30 - 11:00 ALLOCUTIONS DES MINISTRES (1^{ère} partie)

11:00 - 11:30 PAUSE CAFÉ

Échanges rapides des ministres avec les médias

11:30 - 12:00 ALLOCUTIONS DES MINISTRES (2^{ème} partie)

12:00 - 12:45 ALLOCUTIONS DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

12:45 - 13:00 CONCLUSIONS DU SÉMINAIRE INTERNATIONAL

13:00 - 13:30 CONFÉRENCE DE PRESSE ET RÉUNIONS BILATÉRALES

13:30 - 15:30 DÉJEUNER

PROGRAMME

08:45 - 09:30 INAUGURAL SESSION

Welcome speeches by Mr Edmond PANARITI, Minister of Agriculture, and Mohamed SADIKI, Vice-President of the CIHEAM.

Welcome speech by the representative of Mrs Federica MOGHERINI, High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy/Vice-President of the Commission, Ambassador Romana VLAHUTIN, Head of the European Union Delegation to Albania.

Video messages by Mr José GRAZIANO DA SILVA, Director-General of FAO, Mr Phil HOGAN, European Commissioner for Agriculture and Rural Development and Mr Stéphane LE FOLL, French Minister for Agriculture, Agri-food and Forestry.

Introduction by the Secretary General of the CIHEAM, Mr Cosimo LACIRIGNOLA.

09:30 - 11:00 STATEMENTS BY MINISTERS (1st part)

11:00 - 11:30 COFFEE BREAK

Brief exchanges of the Ministers with the media

11:30 - 12:00 STATEMENTS BY THE MINISTERS (2nd part)

12:00 - 12:45 STATEMENTS BY INTERNATIONAL ORGANISATIONS

12:45 - 13:00 CONCLUSIONS OF THE INTERNATIONAL SEMINAR

13:00 - 13:30 PRESS CONFERENCE AND BILATERAL MEETINGS

13:30- 15:30 LUNCH



**Actes de la 11^{ème} réunion des ministres
de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Pêche
des pays membres du CIHEAM**
Tirana, 22 septembre 2016

**Proceedings of the 11th meeting of the
Ministers of Agriculture, Food and Fisheries
of the CIHEAM's member countries**
Tirana, 22 September 2016



PRÉFACE

A l'invitation et sous la présidence de S.E. Monsieur Edmond PANARITI, Ministre de l'agriculture, du développement rural et de l'administration de l'eau de la République d'Albanie, et en présence de plusieurs hauts représentants des Organisations internationales et régionales, les ministres de l'Agriculture des 13 États membres du CIHEAM, ou leurs représentants, se sont réunis à Tirana le 22 septembre 2016.

La publication des Actes de cette 11^{ème} rencontre donne l'opportunité de découvrir, à travers les discours prononcés par les différents ministres, chefs de délégations et représentants des Organisations internationales, les politiques agricoles et rurales, ainsi que les stratégies déployées dans leur pays en matière de sécurité alimentaire.

Ces Actes permettent également de présenter leurs propositions pour favoriser le dialogue et les synergies entre les États membres du CIHEAM. Les messages du Directeur général de la FAO et du Commissaire européen à l'agriculture et au développement rural ont également donné une dimension supplémentaire à la qualité des échanges lors de cette réunion.

La rencontre de Tirana a notamment abordé les thèmes des migrations de détresse (internes et internationales) sous la perspective du développement agricole, de la sécurité alimentaire, des politiques foncières, du développement et de l'inclusion des territoires ruraux et des changements climatiques. Le CIHEAM a présenté l'Agenda stratégique 2025 (CSA 2025), qui structure, pour les prochaines années, la mission de coopération du CIHEAM en Méditerranée autour de 4 grands piliers et de 15 thématiques prioritaires.

Dans la déclaration finale, adoptée à l'issue de cette réunion, les ministres et les représentants des Organisations internationales et régionales ont adressé des recommandations aux pays méditerranéens, aux organisations internationales qui opèrent dans l'espace méditerranéen et au CIHEAM, en reconnaissant les efforts déployés ces dernières années par notre Organisation et en exprimant leur volonté de renforcer ses capacités et donc de soutenir durablement son action.

Ces rencontres constructives entre les Ministres des 13 États membres du CIHEAM ont démarré en 1999 à Rome et se sont poursuivies à Rabat en 2000, à Athènes en 2001, à Beyrouth en 2002, à Paris en 2004, au Caire en 2006, à Saragosse en 2008, à Istanbul en 2010, à La Valette en 2012 et à Alger en 2014. La réunion à Tirana fut donc la onzième réunion multilatérale de ce type, soit une illustration forte de la volonté de ces pays méditerranéens de placer les thèmes de l'agriculture, de l'alimentation et du développement rural et migrations de détresse au cœur de leurs coopérations dans la région. La prochaine réunion est d'ores et déjà prévue à Tunis en 2017/2018 à l'invitation des autorités tunisiennes.

À travers ces réunions ministérielles, le CIHEAM souhaite ainsi promouvoir la diplomatie agricole, alimentaire et rurale dans une région où les enjeux sont tels qu'ils nécessitent des réponses concertées et si possible collectives. Le futur de la Méditerranée dépend plus que jamais de la capacité de ses pays riverains à travailler ensemble pour réduire les incertitudes et proposer des solutions communes pour construire une région plus solidaire.

Cosimo LACIRIGNOLA
Secrétaire général

PREFACE

At the invitation and under the presidency of H.E. Mr Edmond PANARITI, Minister of Agriculture, Rural Development and Water Administration of the Republic of Albania, and in the presence of several high representatives of International and Regional Organisations, the Ministers of Agriculture of the 13 member States of the CIHEAM, or their representatives have met in Tirana on the 22 of September 2016.

Through the speeches given by the different ministers, heads of delegations and representatives of international Organisations, the publication of the Proceedings of this 11th Meeting provides us with the opportunity to discover agricultural and rural policies as well as strategies related to food security deployed in their countries.

These Proceedings also enable the presentation of their proposals to promote dialogue and synergies between the member States of the CIHEAM. The messages of the Director General of the FAO and of the European Commissioner for Agriculture and Rural Development have also brought an additional dimension to the quality of the discussions held during this meeting.

The Meeting of Tirana has particularly addressed the theme of distress migrations (internal and international) from the perspective of agricultural development, food security, land policies, the development and inclusion of rural territories and climate change. The CIHEAM presented the Strategic Agenda 2025 (CSA 2025) that will structure, over the coming years, the cooperation mission of the CIHEAM in the Mediterranean around 4 major pillars and 15 thematic priorities.

In the final declaration adopted at the end of this meeting, ministers and representatives of international and regional Organisations addressed recommendations to Mediterranean countries that operate in the Mediterranean and to the CIHEAM. The efforts deployed over the past years by our Organisation were recognised and the will to strengthen its capacities and therefore sustainably support its action was expressed by the participants.

These constructive meetings between the Ministers of the 13 member States of the CIHEAM have started in Rome in 1999 and continued in Rabat in 2000, in Athens in 2001, in Beirut in 2002, in Paris in 2004, in Cairo 2006, in Zaragoza in 2008, in Istanbul in 2010, in Valetta in 2012 and in Algiers in 2014. The meeting of Tirana was therefore the 11th multilateral encounter of this kind, that is, a strong illustration of the will of these Mediterranean countries to place the themes of agriculture, food and rural development and distress migrations at the heart of their cooperation in the Mediterranean. The next meeting is already scheduled in Tunis in 2017/2018 at the invitation of the Tunisian authorities.

Through the organisation of these ministerial meetings, the CIHEAM wishes to promote agricultural and rural diplomacy in a region where the challenges require concerted and possibly collective responses. More than ever, the future of the Mediterranean depends on the ability of its riparian countries to work together to reduce uncertainties and propose common solutions to build a more inclusive region.

**Cosimo LACIRIGNOLA
Secretary General**

11^{ème} réunion
des ministres de l'Agriculture,
de l'Alimentation et de la Pêche
des pays membres du CIHEAM

11th meeting
of the Ministers of Agriculture,
Food and Fisheries of the
CIHEAM's member countries

Discours officiels

Inaugural speeches



ALBANIE / ALBANIA

Edmond PANARITI

Ministre de l'Agriculture, du Développement Rural et de l'Administration de l'Eau

*Messieurs les Ministres,
Madame l'Ambassadeur de la Communauté Européenne,
Mesdames et Messieurs représentants des organismes Internationales,
Je vous souhaite la bienvenue,*

C'est un honneur particulier de vous recevoir ici à Tirana à l'occasion de cette réunion qui coïncide aussi avec le 24^{ème} anniversaire de l'Albanie en tant que membre du CIHEAM, notre organisation commune qui a su, pendant toutes ces années, jouer un rôle majeur dans le développement des connaissances en agriculture dans les pays de notre bassin et assurant un impact de levier pour le développement de la production agricole dans nos pays.

Les thèmes de cette réunion, les échanges autour des migrations et la crise des réfugies que la région vit actuellement, sous la perspective du développement agricole et de la sécurité alimentaire au regard des enjeux spécifiques à la Méditerranée, ainsi que l'Agenda Stratégique 2025 du CIHEAM qui décline sa mission de coopération en Méditerranée, sont d'une importance particulière dans le contexte actuel.

La Méditerranée a constitué historiquement un espace migratoire de premier plan. Les facteurs déclenchant la mobilité ont toujours été de différente nature et souvent très imbriqués. Tandis que la mobilité due à la nécessité des échanges matériels et culturels a toujours été un facteur véhiculant le progrès, la mobilité contrainte par les inégalités économiques, les disparités territoriales, le besoin de sauver sa vie, les insécurités ou les catastrophes naturelles ont été toujours liés à la souffrance des migrants mais aussi à des problèmes de nature différente pour les pays d'accueil.

Les changements climatiques que nos pays commencent à subir dont l'impact ne semble pas diminuer à l'avenir, peuvent au contraire, détériorer et dégrader l'environnement en contribuant progressivement au déplacement massif des populations avec les conséquences sociopolitiques que cela peut générer. Les effets de ces changements sont visibles notamment avec des conséquences économiques. Dans notre pays, il y a eu récemment des maladies de bovins non connus auparavant, mais qui étaient connues dans les zones chaudes de la planète.

Dans un tel contexte, pour nous aussi il est essentiel de mettre en place des politiques agricoles adéquates qui préviennent les effets des changements climatiques, et développer des pratiques et des variétés mieux adaptées à ces nouvelles conditions.

La population de notre pays a connu de tels mouvements migratoires dans ces 25 dernières années. Le premier grand mouvement consistait en une migration massive vers l'étranger suite à des conditions économiques misérables à cause d'un régime inhumain. Avec la chute de l'ancien régime communiste et l'installation de la démocratie, ce mouvement a été suivi par un autre mouvement interne des populations rurales vers les zones urbaines, en créant aussi des déséquilibres sociaux et des problèmes de chômage.

Notre effort actuel consacré au développement durable des zones rurales et particulièrement des zones de montagne à travers la revalorisation de l'activité agricole, le développement des produits de niche, des indications géographiques mieux valorisés, le soutien au développement des petites structures, vise à créer des conditions de vie meilleures et de créer d'opportunités dans ces territoires ruraux afin d'avoir un environnement propice à l'ancrage de leurs populations, et plus particulièrement les jeunes.

La repopulation des zones profondes rurales par le développement des activités agricoles adéquates contribuera aussi à la réduction de chômage dans les zones urbaines. Nous pensons que dans nos pays il y a des potentiels et des ressources extraordinaires dans le domaine agricole.

Ces ressources, nous devons savoir les utiliser intelligemment, en agissant globalement, sans vouloir tout produire sur place avec une efficacité médiocre mais en développant une complémentarité gagnant-gagnant avec nos voisins et tous les autres pays de la Méditerranée, en produisant des produits caractéristique du pays, pour lesquels on peut être compétitifs et créer de la vraie valeur ajouté.

A ce titre, le CIHEAM a un rôle pionnier car il agit depuis plusieurs années en contribuant à la formation, au partage d'expériences et à la diffusion de bonnes pratiques pour favoriser le développement humain, économique et durable au sein des régions les plus vulnérables de la Méditerranée.

L'Agenda stratégique 2025 du CIHEAM, que nous allons agréer aujourd'hui, s'articule autour de 4 piliers correspondant aux grands enjeux de l'Agenda global du Développement Post-2015 - la protection de la planète, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, le développement inclusif, les crises et résiliences - et autour de 15 priorités thématiques. Cette Agenda s'inscrit dans le cadre de la mission de coopération de l'Organisation, dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, du développement rural et du climat et témoigne de nouveau du rôle pionnier de notre Organisation pour la coopération et le développement de l'agriculture dans nos pays.

Je me félicite encore une fois de pouvoir travailler avec vous aujourd'hui sur ces sujets de haute importance et souhaite à notre Organisation longue vie et beaucoup de succès.



CIHEAM

Mohamed SADIKI

Vice-Président du Conseil d'Administration du CIHEAM

*Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les Représentants,
Excellences,*

Je tiens à remercier Son Excellence, Monsieur le Ministre de l'agriculture de l'Albanie, Edmond Panariti, pour l'invitation à tenir cette réunion ici à Tirana, en plein centre du Bassin méditerranéen, pour son accueil et ses mots de bienvenue.

Je vous présente les excuses du Président du Conseil d'administration du CIHEAM, le Pr. Masum Burak, qui n'a malheureusement pas pu venir à Tirana, et qui m'a demandé de le remplacer, en ma qualité de Vice-Président.

**

Cette 11^{ème} conférence ministérielle des 13 États membres du CIHEAM s'inscrit dans un contexte régional, certes difficile, mais qui ouvre de nouvelles perspectives pour le dialogue multilatéral et pour la coopération entre les pays de la Méditerranée.

- Plus de vingt ans après la Déclaration de Barcelone ayant lancé le Partenariat euro-méditerranéen, il apparaît plus nécessaire que jamais de faire progresser la tolérance, la croissance et la paix en Méditerranée ;

Nous mesurons bien la fragilité de cette ambition et la complexité d'en réaliser les objectifs. Mais nous devons aussi tenir compte des espoirs qu'elle soulève toujours, car les militants de la Méditerranée sont encore très nombreux ;

- Depuis des siècles, la Méditerranée, sait surmonter ses doutes et se projeter dans l'avenir.

On la qualifie parfois de « région du passé », mais c'est plutôt un laboratoire ancien, vivant et effervescent, au sein duquel émergent des stratégies d'adaptation et des innovations, individuelles mais le plus souvent collectives.

La Méditerranée est plurielle. Et c'est quand elle se démultiplie qu'elle offre précisément le meilleur et parvient à avancer.

A l'image de la Méditerranée, le CIHEAM démontre sa résilience.

La capacité de cette Organisation à perdurer dans le temps et à poursuivre ses activités en dépit des aléas dans la région, surprend souvent les interlocuteurs.

Je crois fermement que cette résilience du CIHEAM repose sur deux dimensions fondamentales.

- La première, c'est la gouvernance.

Au CIHEAM, chaque État est égal à l'autre. L'écoute, le partage et la solidarité ont toujours guidé son action.

Ces dernières années, alors que les questions économiques ou politiques auraient pu nous exposer à des difficultés, les États membres se sont au contraire rapprochés, pour mieux avancer groupés.

- La seconde dimension de cette résilience du CIHEAM tient à ses domaines d'activités et de compétences.

Le développement durable de l'agriculture et de la pêche, la sécurité alimentaire et la nutrition, le développement des territoires ruraux et le climat ne sont pas des enjeux éphémères.

Ils traversent les décennies, concernent toutes les populations et sont au cœur des dynamiques géographiques, notamment dans ces territoires ruraux qui, eux aussi, avec vos actions menées dans vos pays, démontrent qu'ils font partie de l'avenir.

La force du CIHEAM, c'est donc :

- d'être positionné sur une région géostratégique ;
- d'être mobilisé sur des thématiques de l'économie réelle – touchant concrètement les êtres humains dans leur quotidien.

La force du CIHEAM, c'est aussi d'être doté d'outils pour à la fois travailler sur ces thématiques et préparer l'avenir : l'éducation, la formation, la recherche, les plateformes de compétences et les réseaux d'expertise pour offrir de bonnes pratiques adaptées aux besoins des pays.

L'Organisation affiche donc de la résilience, mais fait preuve d'audace également.

- Il en faut pour nourrir les relations multilatérales en Méditerranée ;
- Il en faut aussi, de l'audace, pour faire face aux grands enjeux agricoles, alimentaires, ruraux et climatiques de cette région.

Il faut en effet que le CIHEAM fasse évoluer ses missions, ses priorités et ses modes d'intervention en fonction des transformations à l'œuvre dans le monde, en Méditerranée et en matière de coopération internationale.

- Grâce au travail de son Conseil d'administration, l'Organisation s'est repositionnée et s'est dotée d'une nouvelle grille de lecture à la hauteur des défis de la région ;
- Très sensible à la confiance accordée par ses États membres, à leur encouragement incessant et à leur volonté d'affirmer le rôle essentiel du CIHEAM en faveur du développement et du dialogue en Méditerranée, l'Organisation a établi, depuis trois ans, des accords bilatéraux favorisant une plus grande adéquation de ses activités avec les besoins de chaque pays ;
- Le CIHEAM a aussi renforcé ses partenariats institutionnels pour mieux travailler avec les Organisations internationales et établir des relations avec les Institutions financières internationales.

Nous ne voulons pas seulement lutter contre le gaspillage de l'eau ou des aliments : nous cherchons au CIHEAM à réduire les pertes en connaissances, en savoirs, en projets, en ressources humaines et financières.

Il est temps de mutualiser les efforts et les moyens pour que les initiatives pour le développement en Méditerranée soient plus synergiques.

- Ce fut l'un des grands messages lancé à Alger en février 2014 par M. Cosimo Lacirignola, Secrétaire général du CIHEAM par intérim, et qui prendra pleinement la fonction à partir de janvier 2017 suite à son élection unanime en mai dernier.

Il nous exposera ce matin le programme d'action élaboré en vue de travailler ensemble dans les prochaines années.

Nous voyons là tout l'intérêt et l'utilité de ces conférences ministérielles du CIHEAM.

- Lancées en 1999, à l'initiative de l'Italie, elles restent uniques à l'échelle régionale ;
- Elles se font dans la confiance ;
- Elles se tiennent régulièrement, puisque nous sommes ici à la 11^{ème} réunion, ce qui en l'espace de 17 ans, n'est pas une mince réussite. Il faut le souligner ;

- Les 13 États présents sont membres – avec égalité de droits et de devoirs – d'une Organisation pleinement concentrée sur sa vocation méditerranéenne et sur les thèmes qui aujourd'hui figurent enfin au cœur de l'Agenda mondial du développement ;
- Vos États se réunissent dans ce format du CIHEAM, fréquemment, et sont sans doute convaincus que la coopération internationale, autour de ces défis agricoles, alimentaires et climatiques, est indispensable.

En Méditerranée, s'il faut parler de solidarités concrètes à développer et d'union à construire, ce sont ces défis qui doivent être ciblés en priorité.

Le CIHEAM présente donc plusieurs avantages :

- c'est votre Organisation, nous tenons à le répéter ;
- ce sont de vrais sujets, traversant les années et s'affranchissant des frontières ;
- c'est aussi une Organisation qui cherche sans cesse à innover pour aller de l'avant et progresser en pariant sur le collectif et l'intérêt général de la Méditerranée.

**

Au nom du Président du Conseil du CIHEAM, le Pr. Masum Burak et celui de l'ensemble des membres du Conseil du CIHEAM, je tiens à vous remercier pour le soutien que vous accordez à cette Organisation et les échanges que vous aurez durant cette conférence ministérielle.

Je vous remercie.



UNION EUROPÉENNE / EUROPEAN UNION

Romana VLAHUTIN

Head of the European Union Delegation to Albania

*Your Excellencies,
Dear Ministers,
Dear colleagues,*

I would like to wholeheartedly thank you on behalf of Mrs Federica Mogherini, High Representative for Foreign Affairs and Security Policy and Vice President of the European Commission, for your kind invitation to the 11th meeting of the Ministers of Agriculture of the member States of CIHEAM.

I am very pleased to have the opportunity to address you here in Tirana. I sincerely hope that, besides the meeting, you will also have the chance to spend some time in the city and in Albania, enjoy the beauty of the country and taste the delicious local agricultural products.

In this short opening address I would like to touch upon the economic migration and its link to the agricultural sector.

Unfortunately, in many countries still, almost all rural areas are poorer, with fewer jobs available, lower wages and lack of assets including sufficient arable land. In addition, the infrastructure, housing, education possibilities and healthcare are at different level than those in towns. People look for better opportunities, and they leave.

Only from January until the beginning of September this year, more than 120,000 people have arrived to Italy through what is now the main transit route of irregular migration to Europe – the central Mediterranean one. If we take a close look at the figures, we see that amongst the top ten nationalities of those who disembarked on Italian shores there were 7,000 people from Ivory Coast or 4,800 from Senegal. The majority of these migrants are not fleeing a conflict but looking for economic opportunities.

A very significant number of these people come from countries where the bulk of the population lives in rural areas and whose livelihood depends heavily on agriculture. If the agricultural sector in their regions fails to secure their basic needs or offer them decent work and life, the probability of them leaving will increase exponentially.

Other migration is also the one from villages to towns. Cities might look more appealing to the young generation with their better job opportunities, universities, cultural and social activities.

As a result, the process of depopulation of rural areas is leading to even further deterioration of the living conditions in them.

That is why the agriculture and especially the rural development policy should not be simply aiming at retention of the population, but to boost economic growth and sustainable employment and income, while preserving the natural and social riches of the rural areas.

I am glad that today we have representatives of some of the European Union States with strongest tradition in the agricultural sector, as well as Candidate Countries present to share knowledge and choices of EU common agricultural policy. I believe that in the discussions you will look into how the rural development can also be used to:

- Promote local competitiveness,
- Protect and improve natural resources,
- Introduce economic incentives to improve services in rural areas such as schooling and health care, and how to use information technology for the advancement of this sector.

And as we are gathered in Albania today, I am happy to say that Albania as candidate Country will have an access to 71 million EUR under IPARD over the period 2016-2020. How important the agricultural sector for the country is can be described best by two figures - agriculture accounts for almost 50% of the employment and 20% of GDP of the country. We firmly believe this financing will not only support the agricultural sector, but will contribute to the development of the rural regions in the country, give more chances to the young people to see their future in the places where they were born, and boost the overall growth of the Albanian economy.

This is our ultimate goal – to create sustainable growth that would benefit the quality of life of every citizen. I wish you a lot of success in your discussions.

11^{ème} réunion
des ministres de l'Agriculture,
de l'Alimentation et de la Pêche
des pays membres du CIHEAM

11th meeting
of the Ministers of Agriculture,
Food and Fisheries of the
CIHEAM's member countries

Messages video

Video messages



FAO

José GRAZIANO da SILVA

Director General

*Excellencies,
Ladies and Gentlemen,*

It's an honour to address the CIHEAM Ministerial Conference. Unfortunately, I cannot follow this meeting in person. FAO and CIHEAM are longstanding and like-minded partners with over 35 years of successful collaboration. We share the same vision and values to enhance food security, improved nutrition and promote sustainable agricultural development. FAO fully supports CIHEAM's new Strategic Agenda 2025 which is in line with our approach in the Mediterranean region. Bringing together our knowledge, our expertise, and our resources is important to face the challenges of our time.

I would like to highlight, in this opportunity, the issue of distress migration. Addressing the root causes of distress migration includes investing in sustainable livelihoods and building upon the resilience of rural households and fisher folks. FAO stands ready to join forces with CIHEAM to establish a multi-stakeholder platform to support countries to address migration flows. Throughout history the Mediterranean sea has been a shortcut for those in the search of opportunities. We cannot let it become now a cemetery.

FAO will soon launch the Blue Hope Initiative which is aimed at supporting Mediterranean small-scale fishing communities by transforming vulnerable coastal zones into engines of stability and hope. FAO and CIHEAM are also collaborating in other areas. We are combining efforts to address water scarcity issues, we are strengthening the capacities of countries to prevent the introduction and spread of *Xylella fastidiosa*, the olive quick decline syndrome, and also the red palm weevil.

To conclude I would like to refer to our collaboration regarding the next edition of the publication Mediterra which will be released next December. This joint edition of Mediterra is an expression of the renewed strategic partnership between our two organisations.

I wish this ministerial conference every success.

Thank you for your attention.



COMMISSION EUROPÉENNE / EUROPEAN COMMISSION

Phil HOGAN

European Commissioner for Agriculture and Rural Development

Esteemed Ministers,

I regret that I cannot be with you today at such very important ministerial meeting in Tirana. The meeting comes at a very important time and I wish to pay a tribute to the International Centre for Advanced Mediterranean Agronomic Studies for organizing such a relevant agenda.

Today we'll focus on topics that are very close to my heart. Indeed these topics are major priorities for the European Union as a whole. Migration and displacement to the Mediterranean basin in the context of agricultural development and food security is a tremendously relevant subject which we need to discuss and indeed prioritize.

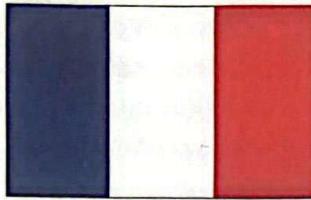
The Valletta Summit of African and EU leaders in November 2015 recognized the importance of fostering both public and private investment along the southern shores of the Mediterranean as one of the principal ways of addressing the root causes of migration.

Last week, European Commission President Jean-Claude Juncker announced the creation of an ambitious investment plan for Africa and the neighborhood, which has the potential to raise 44 billion Euros in investments. This fund will help drive in infrastructure development, growth and jobs in Africa and help Africa reach its agricultural potential offering opportunity and hope to those who might otherwise choose the dangerous route across the Mediterranean Sea in search of a better life. I also strongly welcome the focus on food security.

Sixty years after the creation of the Common Agricultural Policy in the EU, we now take this global public good for granted as the CAP has delivered on its original goal of providing safe and nutritious food supply for the peoples of Europe. But we must not forget that eight hundred million people are still undernourished and we must work together to put an end to food insecurity, hunger and malnourishment and this in line with our common commitment to the sustainable development goals. The countries of the Mediterranean have a key role to play in this cause.

So, I welcome your commitment to discussing the ways to meet these targets. Indeed all our policies both now and in the future will have to be in harmony with the United Nations sustainable development goals. We all have to work hard to implement them and agriculture will play a central role. The good news is that we have people already on the ground called farmers who possess the skills, knowledge and ability to implement these goals in relation to secure and sustainable food supplies, climate-smart agriculture and careful use of our natural resources. We also need research and innovation connecting the science laboratory and the farmyard. CIHEAM is one of the world leaders in making the link from research and innovation to improved farming techniques that are applicable right across the Mediterranean basin and beyond. So I welcome your focus on cooperation in the field of agriculture, rural development and climate change. And it is my firm conviction that CIHEAM will continue to be one of the principal institutions to drive forward progress in delivering on these common priorities. So I wish you all a fruitful, productive and successful ministerial meeting today and I look forward to hearing its outcome.

Thank you.



FRANCE

Stéphane LE FOLL

Ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

*Messieurs les Ministres, chers collègues,
Monsieur le Directeur Général de la FAO,
Monsieur le Commissaire européen,
Messieurs le Président et le Secrétaire général du CIHEAM,
Mesdames et Messieurs,*

Je regrette profondément de ne pouvoir me joindre à vous pour cette 11^{ème} réunion ministérielle. Vous connaissez mon engagement pour les enjeux méditerranéens et l'intérêt que je porte à nos rendez-vous ministériels qui orientent la stratégie du CIHEAM dans un contexte régional en constante évolution. Je souhaite en premier lieu adresser mes remerciements à Monsieur Edmond PANARITI et à l'équipe du CIHEAM pour l'organisation de cette réunion. Malgré mon absence, j'ai souhaité que la France participe activement aux travaux de cette journée stratégique.

Je tiens également à féliciter Cosimo LACIRIGNOLA pour son élection au poste de Secrétaire Général, après avoir assuré plus de deux années d'intérim. Vous avez su, avec le Président et le Conseil d'administration, redonner des objectifs ambitieux au CIHEAM, des objectifs à la hauteur des enjeux si nombreux qu'affronte aujourd'hui la région méditerranéenne.

Les relations avec les pays du bassin Méditerranéen revêtent pour moi un caractère prioritaire. Cette priorité découle bien évidemment de la géographie et de l'histoire, de notre interdépendance dans beaucoup de domaines, y compris le domaine agricole, et des multiples défis auxquels la région doit aujourd'hui faire face.

La réunion d'aujourd'hui est importante car elle permet de se mettre d'accord sur les orientations stratégiques du CIHEAM à l'horizon 2025, c'est le PACMED présenté par le Secrétaire général, j'y viendrai.

Mais surtout, cette réunion est innovante car elle aborde le sujet des migrations qui nous concerne tous : la situation souvent dramatique des millions de migrants et les déséquilibres créés dans les pays de départ, de transit ou d'arrivée nous obligent.

Concernant les migrations et les politiques agricoles

En tant que Ministres de l'agriculture nous savons que la sécurité alimentaire et le développement des zones rurales participent à l'équilibre politique général de la région.

Renforcer la coopération méditerranéenne dans le secteur agricole peut contribuer à la stabilité dans la région. L'Union Européenne, cette grande zone de paix et de prospérité, s'est en grande partie construite sur une politique agricole commune.

Nous sommes aujourd'hui au sein du bassin méditerranéen dans une situation similaire où, au sortir d'une période de changements politiques dans un certain nombre de pays, notre interdépendance en matière agricole et alimentaire nous oblige à une solidarité de fait qui constitue un embryon de politique partagée.

Cette politique partagée devra intégrer les questions de la sécurité alimentaire, du développement rural durable et de la cohésion sociale pour contribuer à la stabilité et prévenir les migrations de détresse dans la région méditerranée.

L'Union Européenne doit jouer un rôle clef dans cette politique partagée. Je souhaite agir pour une action européenne forte envers les territoires ruraux de la région, dotée d'une composante sociale et humaine du développement. Il existe des outils de la politique de voisinage européen, tel que l'ENPARD (Programme Européen de Voisinage pour l'Agriculture et le Développement Rural) qui pourrait peut-être être renforcé encore. Je souhaite porter cette position auprès de la Commission européenne et j'encourage le CIHEAM et l'ensemble des partenaires à me faire des propositions au plus vite.

N'oublions pas non plus les enjeux du changement climatique et de la préservation des ressources naturelles :

Face aux exigences démographiques, nous allons devoir collectivement produire plus tout en préservant les ressources. Je veux partager avec vous la tentative de réponse française à cette problématique avec le projet agro-écologie. Ce projet consiste à une utilisation collective des ressources et des mécanismes de la nature dans l'objectif d'une production durable, intégrant les dimensions écologique, économique et sociale.

Les négociations de la COP21 en décembre 2015 à Paris ont été l'occasion de lancer l'initiative « 4 pour 1000 : des sols pour la sécurité alimentaire et le climat » avec une centaine de partenaires signataires, dont le CIHEAM. Cette initiative a été l'occasion de démontrer que l'agriculture peut constituer une partie de la solution à la problématique du changement climatique. Il s'agit maintenant de conforter cette initiative en la dotant d'une gouvernance propre. C'est ce que nous sommes en train de faire, avec notamment l'appui du Maroc. C'est d'ailleurs à Marrakech que se tiendra la première réunion du Consortium des membres et du Forum des partenaires de l'initiative, en marge de la COP 22. Cosimo Lacirignola m'a d'ores et déjà fait part de la disponibilité du CIHEAM et je l'en remercie.

Concernant le PACMED 2025

Je tenais à féliciter le Secrétaire général et l'équipe du CIHEAM pour l'élaboration de ce PACMED 2025 qui répond, comme nous l'avions demandé lors de la réunion d'Alger en 2014, à une approche intégrée des problématiques liées à l'agriculture dans la région méditerranée. La France adhère pleinement à cette démarche et s'engage au côté du CIHEAM dans ce PACMED 2025.

Le Ministère de l'Agriculture français poursuit son engagement auprès de l'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier (IAMM) et contribue ainsi à la production de connaissances et de compétences indispensables à la formation des cadres de l'agriculture,

de l'alimentation et du développement rural durable des pays du pourtour méditerranéen. Cet institut a été accrédité à délivrer des diplômes nationaux en application de la loi d'avenir agricole française.

Je me félicite notamment du succès du Réseau Med AMIN créé lors de la dernière ministérielle en 2014 à Alger. Cet outil de suivi dont l'administration est basée à l'IAMM rempli son rôle d'anticipation des marchés agricoles en Méditerranée, à ce jour, pour le marché des céréales. Ce réseau régional travaille en relation avec le secrétariat de l'initiative multilatérale AMIS (Agricultural Markets Information System) basé à Rome, la FAO et la Commission européenne. Je souhaite donc le plein succès à la prochaine réunion du réseau à Tunis en décembre prochain.

Je tiens aussi à vous faire part de la signature d'un accord de coopération le 22 juin dernier entre le CIHEAM et l'Institut Agricole Vétérinaire et Forestier de France. Ce partenariat s'inscrit dans la continuité de la convention-cadre réalisée entre le CIHEAM, l'INRA et le CIRAD en 2003 et témoigne de la relation excellente entre le CIHEAM et la France.

Je souhaitais enfin souligner l'investissement relativement nouveau du CIHEAM en santé animale (axe 14 de l'agenda). Il me semble important que se mette en place une collaboration entre le CIHEAM et les structures qui opèrent pour la santé animale en méditerranée.

Enfin, Mesdames et Messieurs, regrettant encore de ne pouvoir être des vôtres, je vous souhaite une réunion fructueuse et vous invite d'ores et déjà à venir à Paris à l'occasion du Salon International de l'Agriculture au mois de février 2017.

11^{ème} réunion
des ministres de l'Agriculture,
de l'Alimentation et de la Pêche
des pays membres du CIHEAM

11th meeting
of the Ministers of Agriculture,
Food and Fisheries of the
CIHEAM's member countries

Introduction du Secrétaire général

Introduction by the Secretary General



Cosimo LACIRIGNOLA
Secrétaire général du CIHEAM

*Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les Représentants,
Excellences,*

Permettez-moi tout d'abord de remercier S.E. Monsieur le Ministre Edmond Panariti, qui a rendu possible la tenue de la 11^{ème} conférence ministérielle du CIHEAM ici à Tirana.

Nous sommes honorés par cet accueil et nous apprécions l'organisation remarquable de cette conférence.

Je tiens aussi à vous remercier tous ici présents pour votre venue en Albanie et votre contribution aux travaux de ce jour, portant à la fois sur une thématique d'actualité en Méditerranée et sur la vision à moyen-long terme que nous pourrions avoir à travers la stratégie à 2025 du CIHEAM.

Le Vice-Président du CIHEAM l'a souligné : notre Organisation, *qui œuvre depuis plus de 50 ans au service de la coopération méditerranéenne – tant pour le développement agricole et technique que pour le dialogue interculturel et le partage de connaissances* – s'est repositionnée au cours des dernières années.

Ce mouvement collectif, que vous avez demandé, notamment à Alger lors de notre dernière conférence ministérielle, vise à favoriser la mise en place d'une action globale du CIHEAM qui soit capable de s'adapter à un contexte régional en évolution rapide et de mieux répondre aux besoins des pays.

- Nous avons donc cherché à préserver notre identité, à mieux déployer notre mission et à davantage renforcer la dimension institutionnelle du CIHEAM.

Ce CIHEAM compact, réactif, défendant l'approche multilatérale et favorisant le brassage des savoirs, contribue, jour après jour, à la mise en œuvre de projets régionaux sur ces sujets agricoles si importants.

- A ce titre, nous nous réjouissons de voir que tous les États du CIHEAM font de l'agriculture, de la sécurité alimentaire, de l'aménagement rural ou de la pêche, des priorités nationales dans leurs politiques de développement.

Nous observons que l'un des points de convergence se situe sur la nécessité, commune en Méditerranée, de produire plus et de produire mieux, avec des ressources naturelles limitées et des effets toujours plus marqués du changement climatique.

- Nous avons aussi été témoins au CIHEAM, car souvent acteurs de ces événements, du reclassement des enjeux agricoles, alimentaires et ruraux au sein des grandes manifestations internationales.

La place accordée à ces enjeux dans l'Agenda mondial du développement pour 2030 symbolise un regain d'intérêt certain.

**

Dans cette perspective, nous avons accompagné les autorités albanaises pour la préparation de cette conférence ministérielle, dont le thème choisi, portant sur les migrations de détresse, permettait de répondre à trois nécessités.

- La première était de renverser les regards sur la problématique migratoire, à la une de l'actualité méditerranéenne pour parler des causes profondes de ces déplacements. Vous savez à quel point il s'agit là d'un des plus grands défis que les pays méditerranéens ont à relever.

Outre les mesures d'urgence et la gestion des effets de ces migrations, il importe toutefois de pouvoir considérer les enjeux de long-terme.

- La seconde intention à travers cette ministérielle était donc précisément de mettre en évidence les solutions que peuvent apporter l'agriculture, les territoires ruraux ou la pêche familiale.

Sans développement rural et inclusif, sans systèmes agricoles performants, rémunérateurs et résilients aux chocs climatiques, les populations seront tentées de se déplacer.

Notamment les plus jeunes, qui ne peuvent investir leur avenir dans ces territoires si l'emploi fait défaut, si les conditions de vie paraissent peu prometteuses et si les ressources naturelles disponibles se détériorent ou se raréfient.

C'est un fait, les insécurités hydriques, foncières, climatiques et alimentaires catalysent ces migrations de détresse, des zones rurales vers les villes ou vers l'étranger.

Nous parlons là de la Méditerranée, qu'elle soit balkanique, maghrébine, proche-orientale ou européenne, mais nous savons que le défi est plus large encore et concerne aussi les relations de la Méditerranée avec l'Afrique.

- La troisième nécessité reposait sur la volonté d'innover pour la 11^{ème} conférence ministérielle du CIHEAM.

Innover par le choix thématique... et innover par le contenu de la déclaration que vous avez collectivement élaborée ces dernières semaines.

Ainsi donc il est proposé – en traitant des causes profondes des migrations de détresse - d'anticiper et de réhabiliter le temps long pour aller au-delà des solutions d'urgence.

L'agriculture et le développement rural offrent des solutions. Ils sont des moteurs pour la croissance, l'inclusion et la durabilité.

Dans le même temps, il devient essentiel de proposer des formations continues et adaptées, souvent sur les métiers agricoles, forestiers ou de restauration, à ces migrants arrivant en Europe et dont l'insertion socio-économique est précaire.

**

Puis, à l'occasion de cette ministérielle nous vous soumettons l'Agenda stratégique du CIHEAM 2025.

- Cet Agenda a été défini par le Conseil de nos États membres et les équipes de notre Organisation, convaincus que nous sommes de la nécessité de donner un cap, des priorités et un cadre logique d'intervention pour guider l'éventail de nos actions ;
- Cet Agenda 2025 peut constituer une réponse aux problématiques posées par les migrations de détresse ;
- Il représente aussi un cadre de coopération, ouvert à tous les pays et à toutes les institutions, pour décliner en Méditerranée les objectifs mondiaux de développement durable et favoriser des alliances concrètes entre les acteurs, publics et privés, engagés pour la paix, la croissance et le dialogue interculturel ;
- Reposant sur 4 piliers et s'articulant autour de 15 priorités thématiques, cet Agenda du CIHEAM pour 2025 nous offre une vision intégrée, intersectorielle et mobilisatrice pour travailler ensemble, réduire les incertitudes et construire par des actions concrètes un meilleur futur dans notre région méditerranéenne.

Cet Agenda est une innovation. Mais nous avons eu l'ambition de l'englober dans ce que nous avons appelé le Plan d'action du CIHEAM pour la Méditerranée (PACMED), dont l'intitulé n'est pas sans volontairement poser la question de la place de l'agriculture dans les politiques de coopération de l'Union européenne avec son voisinage Sud.

PACMED 2025, c'est la combinaison de notre Agenda stratégique avec 5 initiatives phares, inédites et à vocation régionale, que nous vous proposons :

1. Une plate-forme de dialogue politique sur les facteurs de la migration rurale ;
2. Un pacte pour une agriculture et une alimentation durables ;
3. Une action forte en faveur de l'autonomisation des jeunes et des femmes en zone rurale ;
4. Une formation sur le « Zéro Gaspillage » en Méditerranée (ressources naturelles, alimentation, connaissances) ;
5. Une dynamique de Centres affiliés du CIHEAM dans les 9 États membres où il n'existe pas d'Instituts du CIHEAM.

Le PACMED 2025 est un pari.

C'est aussi une profonde conviction sur l'intérêt des pays membres du CIHEAM à continuer, à travers notre Organisation, à montrer qu'il existe une Méditerranée solidaire, positive et agissant chaque jour sur des enjeux touchant au plus près les populations, notamment les nouvelles générations.

Je crois en la force de l'alimentation comme énergie de rassemblement, au sein de laquelle vivent des émotions, s'enrichissent des traditions et s'expriment des diversités.

- Nous avons besoin de nourriture pour vivre ;
- Nous avons aussi besoin de Méditerranée pour espérer ;
- Vous avez le CIHEAM pour être unis, pour marcher ensemble et pour avancer ;
- Une phrase toute simple me revient souvent quand je pense à l'identité et à la raison d'être du CIHEAM. Il s'agit d'un proverbe africain :

« *Tout seul on va plus vite, ensemble on va plus loin* ».

Mesdames et Messieurs les Ministres et Représentants,

Vous nous soutenez et cela nous motive.

Vous nous avez demandé en 2014 à Alger de nous réformer pour mieux continuer.

Après un intérim qui m'a permis de prendre toute la mesure des attentes régionales et de travailler avec mes collègues du CIHEAM au repositionnement de nos activités, je prendrai – à plein temps désormais - mes fonctions de Secrétaire général en janvier 2017.

Je vous remercie pour la confiance que vous m'accordez et qui m'honore.

J'aurai à cœur de faire du CIHEAM un outil au service de tous, ouvert à tous les partenaires, pour agir au service de la paix et du développement en Méditerranée.

Recevez donc le PACMED - le Plan d'action du CIHEAM pour la Méditerranée - comme une réponse stratégique afin que nous soyons capables de former, de chercher, d'assister et de développer sur ces thèmes tellement essentiels que sont la science, les connaissances, les bonnes pratiques, mais aussi l'agriculture, la sécurité alimentaire, l'inclusion sociale et territoriale... sans oublier ce qui nous réunit spécifiquement aujourd'hui : la détresse de populations migrantes, c'est-à-dire une question de dignité humaine et de sécurité collective.

Je vous remercie.

11^{ème} réunion
des ministres de l'Agriculture,
de l'Alimentation et de la Pêche
des pays membres du CIHEAM

11th meeting
of the Ministers of Agriculture,
Food and Fisheries of the
CIHEAM's member countries

Interventions des Ministres ou Chefs de délégation

**Speeches by the Ministers
or Heads of Delegation**



ÉGYPTE / EGYPT

Mohammed AMER

Head of delegation
Speech on behalf of the Minister

*Excellences,
Distinguished Delegates,
Ladies and Gentlemen,*

It is a great honour for me to be among you today and I would firstly like to thank H.E. Edmond Panariti, Minister of Agriculture, Sustainable Development and of Water Administration in Albania for his warm hospitality and for hosting this important event. I would like also to welcome H.E. the President of the CIHEAM, the Ministers of Agriculture of the 13 Members States of CIHEAM, or their representatives, Ambassadors, Delegates, and all the participants gathered in this meeting. Your presence today is an important indicator of your commitment to the CIHEAM.

The Mediterranean is a geographical interface where agricultural, rural and climate challenges are strongly connected and create increasing interdependence between Europe, Africa and the Middle-East placing agriculture, nutrition, rural areas and the environment at the core of the Development Agenda.

The Mediterranean has been a leading migratory space for a long time. It is indeed crucial to perceive mobility dynamics through a perspective of human development and inclusive growth, mainly in the rural areas where the improvement of the living conditions and adaptation to climate change are fundamental.

Agriculture and food security are closely related to reconciliation, peace and stability in the Mediterranean region, and must be considered as priority sectors for these countries and for the international cooperation thereby underlining the importance of youth and, in particular, of women's employment in rural areas in order to prevent distress mobility.

Drawing upon its 13 member States and its 5 geographical sites (Bari, Chania, Montpellier, Paris and Zaragoza), the CIHEAM maintains and develops constant Mediterranean dialogue while associating all national and international experts who share this task for collective action.

The level of interdependence between Mediterranean countries and Europe is increasingly growing and the CIHEAM is a very relevant instrument for multilateral cooperation in the field of agriculture, nutrition, fisheries, forestry in rural areas acting as a platform for knowledge

and best practices sharing (i), training, research and innovation (ii), implementation of national development strategies (iii) and of scientific and cultural diplomacy (iv).

Please let me express my deep appreciation of the commendable implementation of the CIHEAM Action Plan for the Mediterranean (CAPMED 2025) to strengthen an institutional complementarity in the fields of agriculture, food security and inclusive development.

I also welcome the executive director's salary that the Italian Government proposed to fund.

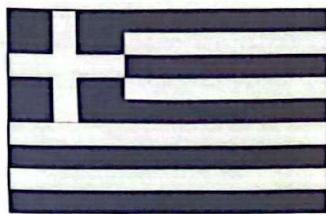
Excellences, Ladies and gentlemen,

Through our cooperation and fruitful dialogue, we can support and enhance the noble role of the CIHEAM and fulfil its Strategic Agenda 2025 and objectives.

Again, let me thank you all for supporting and participating in this important meeting and I wish us success in our future endeavours.

Thank you all very much.

On behalf of the members of the Executive Board, I would like to thank you all for your participation in this meeting. It has been a great opportunity to exchange ideas and experiences, and to discuss the challenges and opportunities ahead for the CIHEAM. We are grateful for your contributions and suggestions, which will help us to continue to serve the needs of the Mediterranean region. We look forward to working together to achieve our共同愿景 and contribute to the sustainable development of the region. Thank you again for your participation and support.



GRÈCE / GREECE

Charalambos KASIMIS

Secretary General of Agricultural Policy & Management of EU Funds
Ministry of Rural Development and Food of Greece

*Your Excellences,
Distinguished Heads of Delegations,
Ladies and gentlemen,*

First of all, I would like to thank Minister Edmond Panariti, for his welcome speech, his hospitality and for the excellent organisation of the 11th Meeting of the Ministers of Agriculture of the CIHEAM's member States.

It is a pleasure and honour for me to participate in this meeting and exchange views particularly on the important issues of migration and promotion of sustainable development in the Mediterranean basin within the framework of such beneficial cooperation defined in the Strategic Agenda 2025 and the Action Plan of the CIHEAM.

As we all know, migration is influenced by a combination of push and pull factors in the countries of origin or destination of migrants. War conflicts, food insecurity, climatic changes, adverse economic conditions as well as the search for better living and working conditions contribute to world migration flows. Especially in southern Europe, the pressures of migration flows are high, with a strong concentration towards rural areas in which their role is considered crucial for agriculture and rural development.

One of the first things I learned about migration is that you never 'solve' the problem. You seek the best possible management of a continuously changing complex phenomenon. We need to compromise with this approach.

In my country, the percentage of migrants in total population is high (about 10% of the population and 15% of the economically active). During the last few decades the combination of demographic, structural and social factors, created increased labour shortage in the rural areas of Greece, with negative implications for the competitiveness of Greek agriculture. The mass arrival, however, of economic migrants in the local labour markets in the beginning of the 90's, contributed to the alleviation of pressures and to the

economic and social development of rural areas. This fact offered the opportunity to a large part of farmers to maintain, expand or restructure their agricultural holdings.

As a result, over the past years migrants became a structural factor in Greek agriculture contributing nearly ¼ of its labour force and almost 9/10 of its wage labour. Despite their importance for the economy and the agricultural sector, the processes of regularization and integration have been slower than expected.

You will agree with me that achieving social cohesion must be our top priority. Social cohesion should also be a primary political goal. However, many of the existing migrant integration policies present systemic and structural problems. Additionally, in conditions of deep economic crisis, migrants are the first victims.

For this reason, appropriate policies at national, European and international levels, are needed for smoother social and labour integration of both older and younger migrants, singles and families. There is no doubt that achieving coherence in our policies on migration is a challenge which requires a lot of resources and strong commitment. Managing the refugee and migration problem is undoubtedly today the biggest challenge for the future of Europe and the Mediterranean Basin.

Setting efficient and flexible national institutional frameworks for the living and working conditions of migrants is crucial. In my country, such a framework was recently complemented by legislation on the labour regime of migrants in the agricultural sector. A new law sets out terms relating to the employment of irregular third-country nationals in serving urgent needs of the rural economy. It is an important reform from which all benefit: farmer, employers, the insurance system and irregular migrants.

It is essential to strengthen the communication channels between our countries through international cooperation at the political and economic level. The exchange of experiences, knowledge and information between our States, will help us to jointly adopt best policies for addressing the migratory and refugee challenges. The social integration of migrants should actively concern the receiver countries.

You will all agree with me that the triptych "Diversity - Sustainability – Productivity" is a prerequisite for the agricultural sector to fulfil its role as a key factor in food security, producing safe and quality agricultural products, ensuring a fair income for farmers, responding to the market crisis, making sustainable use of natural resources. I think respect of human and working rights of migrants should be an indispensable feature of this triptych above.

I strongly believe that we can address the future challenges by adopting innovative approaches and tools that take advantage of our differences and agricultural diversity. The priorities of the CIHEAM Strategic Agenda 2025 are in the right direction in order to achieve sustainable development in the Mediterranean. I am convinced that the proposed Action Plan for the Mediterranean will play this role and provide us with opportunities and tools to further encourage and strengthen cooperation among our countries in order to achieve

development and prosperity for our people. We have to create the appropriate conditions, on the one hand, for people to have the possibility to live and thrive in their countries and, on the other hand, to have the possibility of equal treatment in the hosting country.

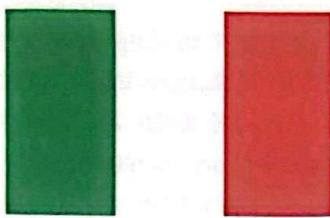
Dear Ministers and Heads of Delegations, Dear Participants,

Last year, as you know, the mass arrival of refugees in my country created new conditions and new challenges. Greece being the gate to Europe was the first to be faced with the refugees' tragedy. Everybody acknowledges, however, that despite its serious economic problems and limited resources, the country showed a deep humanitarian face. But for how long? Social tensions are at the gate of Greece and Europe. Action needs to be taken immediately, agreements need to be respected and implemented.

Dear all,

I strongly believe that the conclusions of this conference will encourage us all to plan and implement the right policies and therefore to further promote the Mediterranean Basin as a region of sustainable development, stability and fruitful cooperation.

Thank you for your attention.



ITALIE / ITALY

Giuseppe CASTIGLIONE

Under Secretary of State for Agricultural, Food and Forestry Policies

Thank you, Secretary General,

First of all, I would like to thank Minister Panariti for such a warm welcome and for the excellent organisation of this event, and also to thank CIHEAM Secretary General Lacirignola and his staff for their outstanding coordination of this meeting and their success in formulating today's document.

I am very happy to take part in this meeting, which allows us to discuss the challenges facing the Mediterranean, and in particular to deal with the link between agriculture and migration.

We find ourselves in a globalized and increasingly interconnected situation, in which the Mediterranean plays a delicate and important role. The challenges facing agriculture, fishing, rural areas and the climate are closely linked, as are their social, economic and environmental consequences, and this means that Europe, Africa and the Middle East are becoming increasingly interdependent.

National and international migration has now become an issue affecting almost every corner of the globe, and the Mediterranean region in particular is witnessing unprecedented numbers of migrants. Italy has to deal with this situation, caused by numerous complex factors, on a daily basis.

The instability of the agricultural sector is one of these factors. If we consider, in particular, the lack of food security, the sector's inefficiency, the consequences of climate change and the lack of decent jobs, these are some of the reasons why people migrate in search of a better future.

There has already been plenty of debate on these issues, and various goals and commitments have already been identified. Allow me to mention the important results achieved with the adoption of the Expo 2015 Milan Charter regarding the right to food and food security, and also the declaration of the 2014 Palermo Ministerial Conference regarding sustainable development in the rural areas of the Mediterranean.

It must be stressed that when migration is sustained by adequate agricultural policies, it may contribute to sustainable and inclusive economic growth, and to development in both communities. However, it is evident that a greater contribution must be made to the growth of those areas most under pressure from migration. This is the orientation of the "Migration Compact", which Italian Prime Minister Matteo Renzi has proposed to the European Prime Ministers and European Commission, with the primary aim of strong commitment to development for partner States, especially in Africa.

I will add here that one prominent issue during the forthcoming Italian Presidency of the G7 will be the correlation between food security and sustainable development in rural areas of the world and migration.

The complex problem of migration requires concrete and effective measures which are only possible through collaboration between different States. In this context, CIHEAM's task becomes centrally important.

We need to find shared solutions to a challenge of this magnitude, in order to deal with its root causes. It is important that we all work together to find solutions and to implement long-term actions to a situation that is destined to continue.

Therefore, agriculture, forestry and fishing and their value chains may be the driving forces for a rural development that provides incomes, jobs and livelihoods in order to deal with some of the underlying causes of these great migrations.

Today we have an important task before us, and also a great possibility. The document we are preparing to adopt today contains precise objectives and commitments which definitely contribute to finding concrete solutions.

Contributing to improvements in rural development means giving decisive support to the economic, social and environmental development of these areas; in particular, this means providing solutions that will improve food security, and also strengthen social cohesion at both local and regional levels.

In this context, territorial approaches to development are among processes that must be implemented in complementarity with other policies by investing in the many positive interrelations between rural areas and urban centres.

I am convinced that our actions must revolve around people, helping the small farmers and fishermen to improve their incomes and job opportunities, and particularly by supporting young farmers and women working in rural areas, thereby helping to increase their resilience to the shocks caused by human activity and the environment.

In addition, I believe that a sustainable development process can be encouraged by innovation, by investing in the relationships between the spheres of research and production, and by helping farmers, rural businesses, fishermen and forestry workers to have access to innovations regarding technology, processes and organisation.

CIHEAM has a key role to play in dealing with these issues, and has already contributed towards the successful achievement of important objectives. However, it is necessary to make an even greater and more targeted effort.

CIHEAM is an extraordinary platform for knowledge and the sharing of good practices, thanks to its capacity to develop research and development partnerships, helping to improve the living conditions of rural communities in the Mediterranean area and thus contributing to stability in the region.

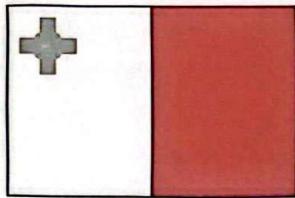
The "*Mediterranean Action Plan*", which is an integral part of our declaration, gives a positive and important signal. We share and wholeheartedly support its excellent and precise framework, and we thank the Secretary General of CIHEAM and the various delegations for all the hard work that has gone into drafting this document.

Moreover, the 4 pillars and 17 thematic areas contained in this document are closely connected with the new development goals approved last year by the United Nations General Assembly. In particular, I refer to the role of sustainable management of natural resources to mitigate the effects of climate change by reducing greenhouse gas emissions and CO₂ absorption, and also to the campaign against food waste, which is the object of a law passed by the Italian Senate just last month.

Therefore, as from today, we all need to work together with our partner Institutions to ensure full implementation of the Action Plan, in order to strengthen institutional complementarity regarding food security, agricultural development and a sustainable rural economy.

This is a very important challenge, involving the future of entire communities and future generations, and Italy guarantees its utmost commitment.

Thank you.



MALTE / MALTA

Roderick GALDES

Parliamentary Secretary for Agriculture, Fisheries and Animal Rights

*Excellences,
Distinguished Delegates,
Ladies and Gentlemen,*

Allow me to thank his Excellency, the Albanian Minister for Agriculture, Mr Edmond Panariti, for hosting the 11th Meeting of the Ministers of Agriculture of the CIHEAM'S Member Countries.

Last Monday, world leaders met at the UN headquarters in New York to discuss an issue that we, Mediterranean countries, have been dealing with for over a decade. With the issue of Refugees and Migration being discussed at UN level, world leaders have shown that Migration is not only a Geographic specific phenomenon but have acknowledged the fact that it has become a global issue.

The CIHEAM, as one of the main actors in the Mediterranean has not only acknowledged the issue of migration but, for the past years, it has been studying this phenomena and tried to identify ways and means that this institution can become a contributor to mitigate migration by focusing on its area of expertise, agriculture.

The strategic agenda 2020 being presented today is a witness of the concrete actions that the CIHEAM will be focusing on to contribute towards the mitigation of this phenomenon. Migration is a result of people moving in search of a better life. People move away from conflict areas but also from areas that are facing poverty and hunger; where opportunities are nonexistent. These cases are common in rural areas with limited resources, knowledge and difficulty to access market.

A well-developed agricultural sector is pivotal in improving the quality of life in rural and remote communities, this can contribute to breaking the cycle of rural poverty and hunger. This means strengthening our rural areas but also ensuring that these are resilient in a way that they won't only break the poverty and hunger cycle, but also provide the means for economic and social development.

Investments in new generations and marginal territories, boosting sustainable agriculture and food, the struggle against brain drain and the waste of natural resources and food all contribute towards the prevention of risks and in the managing tension. This holistic approach can help mitigate the risks of migration and the misery that follows.

The strategy being put forward by the CIHEAM takes a holistic approach to the development of the rural areas and we, as a country want to contribute towards these goals.

The strategy also addresses the challenges brought by climate change. This subject has been on Malta's agenda for years, in fact, it was during the CIHEAM Ministerial Meeting on Food Security held in Valletta that, a broad agreement, between all the Ministers of CIHEAM member countries and EU Commissioners was reached, that adaptation to climate change challenges is a key element for a strategy to build resilient rural areas in the Mediterranean.

We are pleased that these priorities are being brought to the forefront of the Mediterranean regional political agenda, whose priorities are in line with Malta's. And in line with these priorities we have been working in close collaboration with CIHEAM in the past months to coordinate our efforts in setting up a proposal for a centre of Excellence in Malta that will support the CIHEAM with its agenda.

Climate Change in the Mediterranean is bringing with it a depletion of important resources such as water, which is one of the natural resources that need to be safeguarded. This is a reality shared by most of us, Mediterranean countries. Water needs to be managed in the most efficient of ways and we need to focus our efforts and expertise to continue studying water and its use in agriculture. This resource is extremely important for Malta being one of the world's most water depleted countries where we rely heavily on the technology of reverse osmosis.

On the other hand, we as a country in recent years have seen a huge investment in information Technology making Malta a hub in this area. It is in this light that Malta is seeing great potential in coupling its information technology set-up to and uses this position to focus IT on studies related to water and agriculture.

It is a very ambitious task and I am confident that with your support and the support that has been given by the CIHEAM will bring this project to fruition.

This initiative, which has been conceived by my dear friend the late Prof Salvino Busuttil, goes hand in hand with the CIHEAM's affiliated centre initiative and will contribute actively to the CAPMED 2025.

In conclusion, I would like to take this opportunity to thank the CIHEAM for their work and commitment for a better Mediterranean and reiterate that the agenda presented will contribute to a greater cooperation within the Mediterranean region. I would also like to thank you honourable minister and delegates for supporting our initiative that will be beneficial to Mediterranean countries but will also be contributing to the CIHEAM's Strategic agenda.

Thank you.



MAROC / MOROCCO

Lybeshha BUJAR

Consul Honoraire du Maroc en Albanie

*Excellence, Monsieur Le Ministre M. Edmond PANARITI,
Honorables Représentant des pays membres et des organisations partenaires,
Mesdames et Messieurs,*

Permettez-moi d'abord de vous transmettre les chaleureuses salutations de son S.E. M. Aziz Akhannouch, Ministre de l'Agriculture et de la Pêche Maritime du Royaume du Maroc qui regrette sincèrement de ne pas avoir pu être ici pour cette rencontre, étant retenu à la dernière minute à New York pour participer à l'événement de haut niveau de préparation à la COP22 qui aura lieu à Marrakech en novembre prochain. Il m'a chargé de le vous délivrer son message à la 11^{ème} ministérielle du CIHEAM.

J'adresse mes vifs remerciements à M. Edmond PANARITI, Ministre de l'Agriculture, Développement Rural et d'Aménagement des Eaux de la République Albanaise, pour l'hospitalité, l'accueil chaleureux et la qualité de l'organisation de cette rencontre.

Je tiens également à relever l'importance du thème choisi pour cette 11^{ème} réunion autour de la question des migrations sous la perspective du développement agricole et de la sécurité alimentaire au regard des enjeux spécifiques à la Méditerranée. Un thème qui domine l'actualité dans notre région et traite d'une problématique au cœur des préoccupations de nos pays méditerranéens.

Je salue également le volet concernant l'agenda du CIHEAM, et je félicite les organisateurs de l'avoir inclus dans nos travaux.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Les phénomènes migratoires ont toujours caractérisé la région de la Méditerranée. Cependant, au cours des dernières années, ils ont pris une grande ampleur donnant lieu à une situation inquiétante avec un impact grandissant sur les plans social, économique et alimentaire.

Cette situation nous interpelle pour l'examen des causes profondes de ces mouvements de populations et pour nous mobiliser à trouver des solutions durables notamment sous les perspectives simultanées, de la sécurité alimentaire, du développement rural et de l'adaptation à des conditions climato-environnementales changeantes.

Les causes de ces migrations sont multiples mais elles englobent désormais une part grandissante de migrants pour des raisons climatiques. L'impact du changement climatique s'intensifie et constraint chaque année des millions de personnes à quitter leurs territoires pour échapper à la faim et à la pauvreté. Les interactions entre le climat et la migration dans la région doivent être considérées avec la plus grande attention car elles pourraient mener à l'amplification des tensions sociales, économiques et alimentaires. N'est-ce pas là des enjeux majeurs que le partenariat euro-méditerranéen devrait prendre à bras le corps ?

Le Royaume du Maroc fait partie de l'espace méditerranéen et du continent africain, deux espaces particulièrement vulnérables au changement climatique. Le secteur agricole, que nous développons ensemble dans cette réunion, est à la fois un pilier de conséquences néfastes.

Il est donc de notre responsabilité de contribuer à trouver des solutions durables et adaptées et d'agir sur ses causes à travers des politiques et des stratégies nationales et régionales multisectorielles capables d'enrayer son ampleur.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Le Royaume du Maroc, très attaché aux relations euro-méditerranéennes, est fermement convaincu que l'agriculture, l'alimentation et le rural sont des domaines prioritaires du développement et de la coopération régionale.

Si les moyens politiques et économiques sont mis en œuvre ; l'agriculture peut sans aucun doute représenter un secteur stratégique de développement. C'est cette ambition assumée qu'a été déployée en 2008 avec la stratégie de développement agricole nationale, le Plan Maroc Vert.

Notre pays, sous la Haute impulsion de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, a fait le choix d'une agriculture territorialement diversifiée, sociologiquement plurielle et durable. Cette stratégie inscrit l'agriculture marocaine dans la trilogie du développement durable conjuguant l'efficience économique, l'équité sociale et la prévention des ressources naturelles à travers une meilleure compréhension des dynamiques géographiques, spatiales et économique propres à chaque espace agricole national.

Huit ans après son lancement, ce plan a déjà repositionné l'agriculture en tant que moteur de la croissance économique et du développement social du pays. Avec un net décollage de la productivité, les indicateurs de performances à l'actif du Plan Maroc Vert sont positifs et dépassent même les prévisions pour plusieurs volets.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Le déploiement des voies pour parvenir à l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets passe obligatoirement par les progrès technologiques permettant l'amélioration des rendements agricoles en conditions arides et semi-arides, la collecte et la mobilisation de l'eau pour des besoins d'irrigation ainsi que sa gestion économe au niveau de la parcelle sur le exploitations agricoles, sans oublier l'utilisation rationnelle des terres en fonction de leur vocation agricole et de leur potentialité.

C'est, en substance, le fondement de la stratégie que le Maroc met en œuvre avec des actions d'adaptation et d'atténuation dans le cadre d'une approche intégrée, participative et responsable. Au-delà des exigences de performance de l'agriculture pour produire plus, mieux et durablement, la stratégie Plan Maroc Vert intègre les impératifs de préservation et de protection de l'environnement et des ressources naturelles à travers plusieurs dimensions dont je cite quelques exemples :

- La dimension « plantation » : A travers la reconversion de la sole céréalière dans le zones défavorables en arboriculture et plantes pérennes résistantes sur une surface de 1 million d'hectares en arboriculture fruitière et en oliviers et la plantation de 3 millions de palmiers dattiers à l'horizon 2020. En cours depuis 7 ans, ce programme est déjà bien avancé, puisque à titre d'exemple, la surface plantée d'oliviers, à elle seule, a déjà dépassé le million d'hectares.

Cette dimension vise l'amélioration du potentiel national de séquestration de CO₂ (179 Millions de Tonnes / équivalent CO₂ à horizon 2020), la lutte contre l'érosion des sols et l'incitation à la plantation des variétés productives et résistantes selon le climat et le sol.

- La dimension « Eau » : tellement importante pour un pays comme le Maroc, constitue le cœur de nos actions à travers une politique active d'investissement et de réforme. Nous menons de grands projets pour optimiser la gestion des ressources hydriques à usage agricole, renforcer leur mobilisation et en augmenter l'efficience par la modernisation des systèmes d'irrigation, eux-mêmes étendus dans l'espace.
- Et la dimension « Biodiversité » à travers le développement des produits du territoire et la création d'agences spécialisées dans la gestion des écosystèmes naturels fragiles, à l'instar de l'Agence Nationale Des Zones Oasiennes et de l'Arganier, qui, avec un budget global de 20 millions de \$ annuels, s'attèle à développer durablement les zones oasiennes, de montagnes et d'arganier du Royaume.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Le Maroc, accueille et assure la présidence de la 22^{ème} Conférence des parties à la convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP22) à Marrakech en Novembre 2016.

A l'instar de la COP21, tenue à Paris l'année dernière, qui a consacré une part significative aux questionnnes agricoles, la COP22 mettra également l'accent sur les questions liés à la sécurité alimentaire et l'adaptation aux changements climatiques.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Le Maroc portera plusieurs initiatives ciblant les secteurs de l'Agriculture et de la Pêche Marocaine avec toujours pour objectif de faire de cette COP celle de l'action et celle de l'Afrique.

L'initiative « Triple A » pour l'adaptation de l'Agriculture en Afrique est structurée en 2 volets dont les objectifs sont de :

- Mettre l'agriculture au centre des négociations autour du climat et appuyer le principe d'un financement plus important et d'un monitoring des fonds effectivement déboursés pour **l'Adaptation, l'Agriculture et l'Afrique**, ainsi qu'un accès facilité des projets africains aux fonds climat ;
- Contribuer au **Global Climate Action Agenda** et mettre en avant des projets et bonnes pratiques africains dans les domaines de la gestion des risques climatiques et du financement de l'agriculture familiale.

Le deux volets de l'initiative « AAA » s'inscrivent dans le cadre proposé par la Convention Cadre des Nations-Unies et visent à mettre en place des instruments permettant la montée en compétence de l'Afrique sur les sujets liés au climat, à faciliter les transferts de technologies et à développer la coopération Sud/Sud, entre pays africains mais aussi avec d'autres pays tels que la Chine, l'Inde et le Brésil.

La seconde initiative, intitulée « **Oasis Durables** », vise la reconnaissance, la préservation et le développement solidaire des oasis, un espace aujourd'hui des plus menacé par les changements climatiques, entraînant une diminution des ressources en eau, la dégradation des sols, le recul de l'activité agricole et le délitement des communautés oasiennes.

L'enjeu de la Pêche maritime est aussi important dans un contexte marqué par une dégradation alarmante des écosystèmes marins mondiaux et pour nous, pays de la Méditerranée, avec 20% des espèces qui se retrouvent en surexploitation dans le bassin méditerranéen. Aussi, et en synergie avec les nombreuses initiatives et stratégies élaborées autour de l'Économie Bleue, le Maroc y contribue avec une initiative intitulée « **La Ceinture Bleue** » qui s'articule autour de trois axes prioritaires :

- L'Appui à émergence des systèmes intégrés d'observation côtière pour favoriser leur intégration au niveau mondial ;
- Encouragement des actions pour la pêche durable sur l'ensemble de la chaîne de valeur, depuis les captures en mer jusqu'au consommateur ;

- Le développement d'une aquaculture durable, en particulier l'algoculture, dotée d'un pouvoir exceptionnel de séquestration de carbone.

L'initiative de la « Ceinture Bleue » est amenée à jouer un rôle majeur pour le développement durable dans la mesure où les océans sont à la fois des réservoirs de biodiversité, des vecteurs de régularisation du climat et une zone de développement économique liée à la production halieutique.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

La dimension planétaire des ces défis met l'accent sur l'importance de la solidarité, de la coopération et de l'appui de la communauté internationale à travers la mobilisation des fonds nécessaires.

Aujourd'hui, en tant que pays membres du CIHEAM, si nous pouvons nous féliciter des acquis de notre coopération dans la migration liée aux changements climatiques et à la sécurité alimentaire qui affecte plusieurs pays de notre région, nous nécessitons davantage de mobilisation et d'engagement sur les plans politiques, économiques et écologiques.

Le CIHEAM est appelé à servir davantage de pont d'échange de connaissances et d'expertise dans le domaine agricole entre pays de la région méditerranéenne et doit pouvoir contribuer aux efforts de reconstruction de nos systèmes agricoles sur la base de paradigmes nouveaux. C'est dans cette perspective que nous appuyons solidement l'agenda stratégique 2025 du CIHEAM, qui nous a été présentée et qui organise pour les 10 prochaines années, sa mission de coopération en Méditerranée.

Nous comptons, par ailleurs, beaucoup sur votre appui pour la réussite de la COP22, une étape décisive sur le long chemin de la lutte contre le changement climatique.

Je vous donne ainsi rendez-vous à Marrakech et vous remercie de votre attention.



PORTUGAL

Nuno CANADA

President of the National Institute for Agricultural and Veterinary Research (INIAV)

Honourable Minister of Agriculture, Sustainable Development and Water Administration of Albania H. E. Mr Edmond Panariti,

Honourable Ministers,

Honourable President of CIHEAM,

Honourable Secretary General of the CIHEAM,

Ambassadors,

Member Country Delegates of the CIHEAM,

Honourable Representatives of the International Organizations,

Honourable Representatives of the Albanian official entities,

Dear participants,

I would like to start by thanking his Excellency, Mr Edmond Panariti, Minister of Agriculture, Sustainable Development and Water Administration of Albania, for the invitation to attend the 11th Meeting of Ministers of Agriculture of the Member Countries of the CIHEAM addressed to His Excellency, the Minister of Agriculture, Forestry and Rural Development from Portugal, Mr Luis Capoulas Santos, whom I have the honour to represent.

Despite the strong will to be present, and contrary to what was planned, H.E. the Minister was not able to assist to this meeting. However, considering the importance that Portugal gives to Mediterranean issues and to the CIHEAM, H.E. the Minister of Agriculture, Forestry and Rural Development of Portugal sends a written message to the Ministers of Agriculture of the member States of CIHEAM:

"Portugal is a founding member of the CIHEAM, giving a strong support to this organisation since 1962.

Portugal is Atlantic by location, but Mediterranean by nature. In fact, Portuguese Agriculture is Mediterranean, Portuguese diet is Mediterranean, and we have a Mediterranean way of life.

The Mediterranean is an interface where agriculture, rural areas, food and climate are strongly connected and create increasing interdependence between Mediterranean countries.

CIHEAM is a unique platform that links all that Mediterranean countries promoting multilateral cooperation, applied research and innovation as well as education and knowledge transfer.

Since its creation, the CIHEAM has been increasing its competencies in those areas, being today one of the most internationally recognised Centres in the agricultural field.

This reputation is based on the quality of its advanced specialised training, research and innovation, as well as the promotion of cooperation in agriculture, food, and sustainable rural development in the Mediterranean area.

It is important to strengthen the activities of the CIHEAM in Portugal, which will contribute to disseminate knowledge, promote cooperation among member countries through more projects in training, research, development and innovation.

The possibility of having an Affiliated Centre in Portugal could be an important step in that sense.

Our country has been recognised for the food safety, quality and diversity of its products and the agri-food sector is a fundamental pillar of the economy.

Portugal has the objective to achieve the value food self-sufficiency in the next 5 years. To accomplish this goal, we are defining a strategy through an increase in production, investment, training, research and knowledge exchange in the agri-food sector.

The implementation of more projects between the Member Countries of the CIHEAM, in a multilateral cooperation approach, promoting technology exchange, the strengthening of research networks, as well the increasing of commercial exchanges in the agri-food sector, should be promoted.”

Thank you very much for your attention.



ESPAGNE / SPAIN

Jaime HADDAD SANCHEZ DE CUETO

Sous-secrétaire à l'Agriculture, à l'Alimentation et à l'Environnement

*Messieurs les Ministres,
Monsieur le Vice-Président du CIHEAM
Monsieur le Secrétaire Général,
Messieurs les Chefs de Délégation,
Chers amis,*

Remerciements

C'est un honneur pour moi de représenter lors de cette ministérielle du CIHEAM, la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de l'Environnement du Royaume d'Espagne, Madame Isabel García Tejerina dont un empêchement fait qu'elle ne peut être présente ici aujourd'hui en Albanie.

Je tiens à remercier le Gouvernement de l'Albanie et, tout particulièrement, son Ministre de l'Agriculture, du Développement Rural et de l'Eau, Monsieur Edmond Panariti pour son invitation.

Je remercie également le CIHEAM, ici représenté par son Vice-président et son Secrétaire Général, Messieurs Sadiki et Lacirignola, des efforts réalisés pour le bon déroulement et la célébration de cette Ministérielle en étroite collaboration avec le Gouvernement albanais.

Engagement de l'Espagne avec le CIHEAM

Je tiens à exprimer la volonté politique de mon Gouvernement à consolider la coopération régionale développée par le Centre International des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes (CIHEAM), depuis sa création en mai 1962.

A cet effet, il convient de rappeler que l'un des principaux instigateurs de la création du CIHEAM, fût un espagnol, M. Ramón Esteruelas, fortement lié au CIHEAM et ayant également assumé les fonctions de Président.

Nos efforts concernant le CIHEAM ont toujours été dirigés vers une plus grande intégration des 13 pays des rives nord et sud de notre Mer Méditerranée, et de ses plus de 417 millions d'habitants.

Introduction à la Ministérielle

Aujourd'hui nous avons la chance de participer à la onzième réunion des Ministres de l'agriculture du CIHEAM, forum de réflexion le plus important de l'institution qui nous permet d'orienter les lignes politiques pour les deux prochaines années. Nos conclusions vont faciliter l'amélioration de la formation dans le secteur agricole et rural avec une attention particulière aux femmes et au renforcement de la recherche et l'innovation dans des secteurs fondamentaux pour la région tels que l'agriculture, le développement durable et les ressources naturelles comme la pêche.

Les sujets dont nous allons débattre lors de cette journée visent à mieux servir notre communauté euro-méditerranéenne en centrant les lignes d'action prioritaires du Centre pour mieux prendre en compte l'évolution de la situation régionale et les nouveaux défis à relever dans les domaines du développement rural et la sécurité alimentaire.

Les Territoires Fragiles

Je souhaiterais commencer par les territoires fragiles, sujet de grande actualité, qui nous préoccupe grandement et sur lesquelles nous travaillons intensément au sein de l'Union Européenne.

En fonction des accords et des engagements pris par notre pays, mon Gouvernement, et en particulier mon Ministère dans ses domaines de compétence, apportera toute la contribution possible aux initiatives du CIHEAM visant à apporter des solutions et ceci en totale coordination avec notre ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération.

Nous ne devons pas oublier que l'investissement dans la formation et l'innovation dans les secteurs agroalimentaire et halieutique donne des résultats positifs favorisant le développement durable de nos sociétés d'un point de vue environnemental, économique et social.

Il nous paraît donc important que le CIHEAM se concentre et capitalise sur les domaines et les instruments d'action (en particulier ses IAM) dont son traité de création l'a doté et qui se sont avérés si pertinents tout au long de son histoire. Ils nous paraissent encore aujourd'hui appropriés pour contribuer à la formation des ressources humaines de la région.

Stratégie 2025

Concernant la Stratégie 2025, notre pays soutient les conclusions présentées dans le document que nous souscrirons via l'adoption de la déclaration finale de cette Ministérielle

ici à Tirana. A cet égard je tiens à signaler que les objectifs établis dans la stratégie 2025 doivent être, autant que faire se peut, compatibles avec les dix-sept Objectifs du Développement Durable de l'Agenda 2030.

Ces deux stratégies nous mettent face à de nouveaux défis dans des domaines aussi importants que sont la production durable, la réduction des pertes, l'intégration des femmes et des jeunes, le développement d'une agriculture respectueuse de l'environnement, résiliente face au changement climatique et attentive à la préservation de la biodiversité.

Nous en trouvons des exemples dans la stratégie "Plus d'aliments, moins de pertes" que nous développons en Espagne et qui s'avère un outil positif pour tous les acteurs de la chaîne alimentaire, qui participent, avec l'administration, à sa conception et à son développement, ainsi que dans le développement d'une irrigation durable, productive et avec un meilleur rendement énergétique qui permette une agriculture de qualité.

Il y a aussi, le sujet de la gestion des risques, un outil qui s'avère très important et qui, en Espagne, est la politique nationale, en dehors de la PAC, la plus réussie depuis 35 ans. C'est le système d'assurance agraire, système qui permet aux agriculteurs, éleveurs et aquaculteurs d'assurer leurs productions présentes et rend plus facile l'accès au crédit et à l'investissement. Notre programme d'assurance, qui couvre chaque année plus de 10,000 millions d'euros de production pour les désastres naturels, les maladies et le changement climatique, a été adopté par d'autres pays en l'adaptant à leurs besoins particuliers.

Chers collègues, notre ambition doit être maximale, mais ces défis doivent être affrontés avec réalisme et volonté de dépassement.

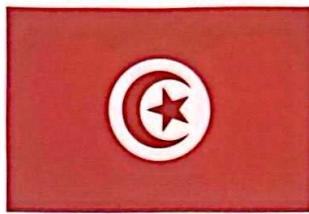
Les Instituts

L'un des principaux outils dont nous disposons pour relever ces défis sont les Instituts Agronomiques Méditerranéens du CIHEAM et je ne voudrais pas laisser passer l'occasion de souligner le travail de l'Institut Agronomique Méditerranéen (IAM) de Zaragoza, qui, avec sa nouvelle direction, mise sur une formation intégrée, moderne et au service des pays de la Méditerranée.

Conclusion

Monsieur le Président, je voudrais terminer mon intervention sur une note d'optimisme motivée par l'action du CIHEAM et de ses Instituts, qui tout au long de plus de 50 années d'existence, a montré la pertinence de ses analyses techniques et son efficacité à contribuer à la résolution des problèmes qui se posent dans le milieu rural de la Méditerranée.

Merci beaucoup,
Thank you very much,
Faleminderit.



TUNISIE/ TUNISIA

Omar BEHI

Secrétaire d'État à la production agricole
Ministère de l'Agriculture, des ressources hydrauliques et de la pêche

*Monsieur Edmond Panariti, Ministre de l'Agriculture, du Développement Rural et de l'administration de l'Eau de la République Albanaise,
Monsieur Mohammed Sadiki, Vice-Président du CIHEAM,
Monsieur Cosimo Lacirignola, Secrétaire Général du CIHEAM,
Messieurs les Ministres des pays du CIHEAM,
Mr Taïeb Baccouche, SG de l'Union du Maghreb Arabe,
Monsieur le Directeur du Centre de Marseille pour l'intégration en Méditerranée,
Mesdames et Messieurs les Représentants de la FAO, de l'UE,
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,
Distingués invités,
Honorable assistance;*

Je voudrais vous adresser les salutations du ministre de l'Agriculture de la République Tunisienne, Monsieur Samir Taïeb, qui a été retenu à Tunis suite à des obligations gouvernementales malgré l'intérêt qu'il porte à la 11^{ème} réunion des Ministres de l'Agriculture des États membres du Centre International des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes (CIHEAM), organisée et parrainée par l'Albanie en partenariat avec le CIHEAM.

Notre satisfaction est d'autant plus grande que nous sommes aujourd'hui tous réunis, pays membres du CIHEAM et responsables de nombreuses organisations internationales autour d'un thème de grande importance, celui des migrations en Méditerranée.

Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi d'adresser, au nom du ministre de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche, Monsieur Samir Taïeb mes vifs remerciements à son Excellence Monsieur Edmond Panariti, ministre de l'Agriculture, du Développement Rural et de l'administration de l'eau de la République Albanaise, pour son aimable invitation et pour l'accueil chaleureux,

l'hospitalité et l'attention qui ont été prodigués à la délégation tunisienne depuis son arrivée en Albanie.

Mesdames et Messieurs,

Le thème de notre réunion, celui des migrations en Méditerranée, a façonné l'histoire de la région, il continue d'impacter son présent et il déterminera, à côté d'autres facteurs, son avenir.

Les migrations de populations ont construit l'histoire de la méditerranée, Carthage aurait elle existé sans la migration des tyrrhéniens en Tunisie, Numidie à l'époque ? La Tunisie est un des pays méditerranéens qui a été fortement impacté par les dynamiques de migration et d'influence de différentes civilisations tout au long de son histoire : amazigh, phéniciennes, romaines, vandales, byzantines, arabes et andalouses, ottomanes, italiennes et française. Pendant une très longue période, la Tunisie a été une terre d'accueil, en témoigne les vagues de migration européennes qui ont commencé dès le 16^{ème} siècle avec l'installation de juifs livournais à Tunis, puis qui se sont renforcées jusqu'au début du 20^{ème} siècle avec l'émigration de milliers d'Italiens, en particuliers du Sud, de Malais et enfin de Français notamment à partir de 1881 avec la colonisation française.

L'immigration des tunisiens à l'étranger, autrefois orientée vers le Moyen et le Proche Orient a suivi les mouvements commerciaux et militaires des états impériaux de l'époque. Le profil de l'immigration tunisienne a changé de typologie au cours du 20^{ème} siècle, la majorité des immigrants recherchant de meilleures opportunités d'emploi à l'étranger et notamment en Europe.

Les immigrants tunisiens à l'étranger représentent aux alentours 10% de la population tunisienne, leur nombre augmente à un taux nettement supérieur à celui de l'accroissement de la population. Cette migration se fait principalement vers l'Europe (84.4% en 2012) avec un caractère méditerranéen marqué puisque les destinations principales sont la France et l'Italie. Le profil des immigrés tunisiens a évolué. En effet, dans les années 80 plus de 85% des immigrés étaient soit illétrés soit de niveau d'éducation basique alors qu'actuellement une large majorité d'entre eux ont fait des études secondaires ou universitaires (70% en 2008). Par ailleurs, une proportion non négligeable d'entre eux sont des cadres (environ 17% en 2008).

Ce profil des immigrés tunisiens reflète certes la question épingleuse de l'employabilité des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur, mais il est aussi lié à la recherche de cadre de vie et de cadre professionnel meilleurs.

Les zones rurales tunisiennes sont actuellement les plus concernées par l'immigration à but que je qualifierais de « physiologique » car visant d'abord à obtenir un emploi honorable. Cette situation est fortement liée au modèle de développement agricole que la Tunisie a suivi depuis l'indépendance, voire dès la période coloniale, en transposant à l'agriculture tunisienne le modèle européen et américain de la révolution verte. Ce modèle a certes permis à la Tunisie d'enregistrer des avancées louables dans la couverture des besoins

alimentaires de la population. En effet, le secteur agricole a pu doubler sa production tout en améliorant le taux de couverture des importations par les exportations qui est passé de 40% au milieu des années 80 pour s'établir entre 60% et 97,6% au cours des cinq dernières années. De plus, la sécurité alimentaire nationale a été améliorée tant du point de vue quantitatif que qualitatif. En effet, la demande intérieure pour plusieurs produits (légumes, fruits, lait et viandes) est entièrement ou quasiment couverte par la production nationale, avec des excédents de production enregistrés pour plusieurs de ces spéculations. Par ailleurs, l'agriculture est resté le secteur qui a maintenu, voire renforcé sa croissance et sa contribution au PIB malgré la conjoncture économique difficile des dernières années en Tunisie. Il génère environ 9% du PIB et contribue à hauteur de 10% des exportations des biens et services. Enfin le secteur occupe entre 16% et 18% de la population active selon les années, ce taux atteint 40% dans le milieu rural, le plus touché par le phénomène de l'immigration.

Cependant, malgré ces résultats louables sur le plan macroéconomique, le modèle de développement agricole actuel reste peu adapté, économiquement et techniquement à la grande majorité des petits exploitants agricoles (moins de 10 ha) qui, soulignons le, représentent plus de 75% des agriculteurs tunisiens. Il s'en est suivi une fragilisation d'une grande partie de cette catégorie d'exploitants agricoles dont l'augmentation des charges n'a pas été compensée par une amélioration parallèle des revenus et par conséquent des conditions de vie de ces agriculteurs et de leurs familles.

L'adoption d'un nouveau modèle de développement agricole visant à développer la productivité, la rentabilité, la résilience et la durabilité des deux grandes catégories d'agriculteurs et aussi d'agricultures, à savoir d'une part les grandes exploitation agricoles (4000 exploitations totalisant 1,200,000 ha) et d'autre part les petites exploitations agricoles, qui rappelons le regroupent la majorité des agriculteurs tunisiens, représentera une des priorités du MINAGRI en Tunisie au cours des années à venir. Étant donné la pression importante exercée actuellement sur les facteurs de production sol et eau, le seul levier d'amélioration de la couverture des besoins alimentaires nationaux ne pourra provenir que du progrès technologique et de sa maîtrise par les différents type d'agriculteurs, du contrôle des pertes et des excès alimentaires, et du développement de chaînes de valeurs équitables et de proximité. Ce défi met les secteurs de la recherche innovation et transfert, de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle agricoles à l'avant garde des nouveaux enjeux stratégiques du secteur pour la production non seulement d'itinéraires techniques, de matériels biologique et d'équipements adaptés aux contextes des exploitations bénéficiaires, mais aussi de ressources humaines bien formés, ainsi que de politiques agricoles en harmonie avec les contextes socio-économiques et agro-écologiques qui leurs sont spécifiques. C'est dans cette dynamique que le MINAGRI entreprend d'impulser, nous avons l'honneur de l'annoncer, le lancement du projet de création d'un centre international d'agro-écologie méditerranéenne qui sera implanté au Nord Ouest de la Tunisie et d'un projet pilote d'agriculture de conservation, et ce dans l'objectif d'anticiper dès aujourd'hui l'émergence de nouveaux modèles d'agriculture durable et performante adaptés à la Tunisie et plus généralement à la Méditerranée du sud, qui rappelons le, constitue un point chaud « Hot Spot » en terme de réchauffement climatique.

Mesdames et Messieurs,

Le développement durable de la petite exploitation agricole y compris dans ses dimensions paysannes et familiales, est certes un levier important d'amélioration de la sécurité alimentaire nationale mais aussi et surtout un moteur de croissance économique des régions rurales notamment dans les zones intérieures de la Tunisie. En effet, le revenu du petit agriculteur est quasi intégralement réinjecté dans l'économie locale. La Tunisie d'aujourd'hui a plus que besoin de ce moteur de croissance, et ce dans le cadre d'une nouvelle vision ciblant à développer, d'une part, les activités de services agricoles innovants et adaptés aux contextes technique et socioéconomique des agriculteurs bénéficiaires, et d'autre part de chaînes de valeur équitables et de proximité. Ces activités de services et ces chaînes de valeur devront être conçues pour attirer les diplômés du supérieur. En d'autres termes, nous avons besoin, plus qu'auparavant du savoir et des jeunes pour faire évoluer durablement et de manière inclusive et équilibrée l'agriculture tunisienne avec sa diversité de terroirs.

Ces orientations ont été intégrées au plan quinquennal agricole 2016-2020, nous les retrouvons dans le slogan du plan stratégique du système de la recherche et de l'enseignement supérieur, Tunisie nouvelle agriculture du savoir, plan auquel, signalons-le, le CIHEAM a apporté un appui fort apprécié.

A cet égard, il convient de souligner que le projet d'Agenda Stratégique du CIHEAM se recoupe parfaitement avec les enjeux généraux et les orientations stratégiques de l'agriculture tunisienne et de son système de la recherche et de l'enseignement supérieur.

L'amélioration du cadre de vie des populations rurales représente un autre enjeu d'importance pour leur maintien dans les régions rurales. En effet, le développement de l'agriculture et son attractivité pour les jeunes dépendra de l'amélioration des conditions et du cadre de vie des populations rurales et de la gouvernance des territoires ruraux.

Mesdames et Messieurs,

La question des migrations dans la région du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord représente un phénomène complexe dont les causes fondamentales se trouvent souvent bien au-delà des frontières des pays concernés. Ainsi en 2015, 64% des migrants internationaux de la région MENA provenaient d'autres régions. De plus, une partie non négligeable de ces migrants finissent par s'établir dans la région. Ainsi, plus de la moitié des migrants originaires du MENA reste dans cette zone. Ces chiffres montrent bien que le problème des migrations en Méditerranée doit être abordé avec une approche globale incluant l'ensemble des organisations régionales concernées en amont et en aval par les dynamiques de flux migratoires.

Mesdames et Messieurs,

La question des migrations en Méditerranée nous interpelle tous aussi bien du côté de la rive nord que de la rive sud de la Méditerranée et même bien au-delà, pour trouver ensemble et partager des approches innovantes et des solutions efficaces permettant de lutter contre les facteurs d'insécurité physique, alimentaire, climatique socio-économique et politique qui représentent les causes fondamentales des flux migratoires affectant aujourd'hui la Méditerranée. A cet égard, je demeure convaincu que l'agenda stratégique du CIHEAM représente une excellente base pour travailler ensemble dans ce sens.

Il me reste, pour terminer, à remercier vivement, au nom du ministre de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche, Monsieur Samir Taieb, les autorités albaniennes et le CIHEAM, en souhaitant que les travaux de notre rencontre débouchent sur des résultats tangibles pour tous ceux qui habitent des deux cotés de la Méditerranée.

Je vous remercie pour votre aimable attention.



TURQUIE / TURKEY

Ali Recep NAZLI

Director General for European Union and Foreign Relations
Ministry of Food, Agriculture and Livestock

*Distinguished Ministers and Heads of Delegations,
Esteemed Participants,*

First of all, I would like to express my pleasure to meet you on this occasion of the 11th Meeting of the Agricultural Ministers of CIHEAM Member States. I would also like to express my gratitude to His Excellency Edmond Panariti, for the generous hospitality in this beautiful city of Tirana.

The Mediterranean Region is a rich centre hosting numerous varying cultures, religions, ethnic societies and economies. The biodiversity, variety of land and water resources as well as the climate of the region generates potential for sustainable agriculture. The agricultural and nutritional trends in the region continue to globalise within the years.

Our country remains one of the committed contributors to the region both from an economical and humanitarian perspective.

Esteemed Participants,

The two defined objectives of this Meeting and the final Declaration are appreciated by Turkey. We are aware of the fact that migration is important as the Mediterranean Region is at the heart of migration and the effect of the migration trend from rural areas towards urban areas is inevitable.

As you may know, regarding the Syrian refugee crisis, the influx of refugees in Turkey has reached approximately 3 millions and Turkey meets basic requirements such as food, shelter, health and education, as the country hosting the largest number of refugees. Today, in our country, one of the main concerns regarding agricultural development is employment of refugees and its negative long-term impact in the rural area for the labour markets. There are concrete steps taken such as the new legislation allowing refugees to be employed.

Turkey fulfils its duties regarding this humanitarian tragedy that will be remembered in our region. I would like to give some brief information about the attempted coup on the 15 of July. Turkey has overcome this failed but bloody attempt by further strengthening the fraternity of our society. Despite this attempt, our focus to provide humanitarian support and cooperation for the Syrian refugees and refugees from other nations will be persist and continue.

I also would like to underline the importance of efforts deployed towards the reduction of migration from rural to urban areas as a common issue for all the countries at global scale.

We are aware of the fact that an exchange of views on migrations is quite necessary with regards to agricultural development and food security; it was also one of the concerns raised during the FAO 30th Regional Conference for Europe held in Antalya, in May. Better nutrition, food security and sustainable development goals were highlighted. We believe that we can successfully address the refugee crisis only if we share the common principles and purposes.

It is crucial to adopt the necessary policies firstly at national level to achieve sustainable development at regional and global scales. This adoption of policies should primarily focus on rural areas.

The ongoing efforts in supporting sustainable development specifically focus on increasing qualified employment of women and youth as well as integration of smallholders into the markets.

Furthermore, Turkey provides support to strengthen the rural economy through several programmes, investments and projects. Our government has launched the Support to Rural Development Investments Programme. Since 2006, the Programme has been maintaining support for the rural population mainly focusing on small and medium size enterprises (SME's), infrastructures and procurement of agricultural machinery and equipment. The supported areas are the ones covered by the CIHEAM 2025 Strategic Agenda. The main outcome of this Programme may be referred to as respectable increase in employment, especially in rural areas. We are ready to share this experience with all of you.

I would like to say that we appreciate the global efforts of international organisations in that sense. One example is IFAD. The cooperation between IFAD and Turkey mostly aims at providing better infrastructure and focuses on the rural population, the reduction of rural poverty, the strengthening of food security and rural livelihoods. Such projects have reached over 1.3 million families.

*Esteemed Ministers,
Distinguished Participants,*

With regards to the CIHEAM Strategic Agenda 2025;
We appreciate the inclusive approach of the Agenda and welcome the prioritised areas that this Agenda includes.

As food security and nutrition are covered by one thematic pillar of the Agenda, I would like to mention that Turkey, together with Pakistan, proposed to declare the year 2016, the International Year of Pulses highlighting the improvement in global food security, environment as well as healthy diets.

The CIHEAM Strategic Agenda is quite ambitious and inclusive and these huge targets can only be achieved by a rational leadership, correct vision and belief.

Esteemed Participants,

I would like to state that we sincerely believe in the importance of the CIHEAM for the development of agriculture and food security in the Mediterranean region and we recognise the significance of the CIHEAM's contributions.

Thank you.

11^{ème} réunion
des ministres de l'Agriculture,
de l'Alimentation et de la Pêche
des pays membres du CIHEAM

11th meeting
of the Ministers of Agriculture,
Food and Fisheries of the
CIHEAM's member countries

**Interventions des
Organisations Internationales**

**Speeches by
International Organisations**



BERD / EBRD

Victoria ZINCHUK

Acting Director for Agribusiness

*Your Excellencies,
Ministers,
and distinguished guests,*

I am very honoured to join you here in Tirana to discuss agricultural development, food security and migration across the Mediterranean. The strategic development of rural areas and agriculture are important components of regional development.

The challenges faced by this region are numerous and complex. They include water scarcity, fragmentation, and high dependence of food imports. Countries of Middle East and North Africa are among the most food insecure in the world. On top of this, climate change constraints their agricultural productivity.

Mounting migration is adding to these pressures, making it even important to address these challenges by working together.

Events like the meeting of the Ministers of Agriculture of CIHEAM's member States are critical in channelling our work to tackle agricultural development and food security. To make a significant and long-lasting impact, the private sector and governments need to explore ways in which they can work together to address these issues.

Improving efficiency and food security will require public and private sector investments in the right mix of logistics, infrastructures and technology, as well as technical assistance for improve know-how and skills transfer.

At the EBRD, we invest in private sector companies along the entire food value chain – from farming, processing and trading to food distribution, packaging and retail – to support transition towards a more competitive and dynamic agribusiness industry.

Since 1991, the EBRD has invested around 9.6 billion euros through 598 projects in agribusiness across 36 countries, and worked with governments across the region to advance the transition towards a more efficient agribusiness sector.

Through the EBRD Private Sector for Food Security Initiative we engage in linking policy reforms to investments and technical assistance.

Our experience shows that the private sector is the key actor in supporting export growth of higher value-added products and increasing the sector's overall efficiency.

However, in many of the Mediterranean countries, the agribusiness sector is fragmented with many small producer and SMEs. Following best practices, this calls for efficient aggregation and cooperative systems, applied research and well-structured food chains.

We believe that by investing in both small and large agribusiness we can foster a more dynamic sector, offering opportunities for entrepreneurship and innovation in agricultural space. We also recognise the role of engaging with aggregators and large agribusiness companies. By implementing transformational changes to their business models they can have positive social impacts.

Addressing some of the causes of migration – such as lack of economic opportunities for young people living in rural areas – improving living standards, and promoting inclusive development models, among others, is at the heart of the work of international organisations.

Time has come to build inclusive food systems which efficiently address production, resources and labour while responding to the needs of a transforming society.

We will continue to make significant investments in private agribusinesses to provide stable, long-term finance and unlock the enormous agricultural potential of the region.

We will also continue to work with governments and other organisations to deliver impact on the ground, while remaining in line with our core mandate to foster entrepreneurship and transition towards open and democratic market economies.

With these remarks, I would like to thank you for your attention and wish you a fruitful discussion.



CENTER for MEDITERRANEAN
INTEGRATION | CENTRE pour
l'INTÉGRATION en MÉDITERRANÉE
مركز التكامل المتوسطي

CIM / CMI

Mourad EZZINE

Director of the Center for Mediterranean Integration

The Center for the Mediterranean Integration (CMI) welcomes this Inter-ministerial Conference as an occasion to discuss urgent regional challenges, and thanks the Albanian Government and the CIHEAM for organising this important event. We are a regional knowledge/sharing platform focusing on common challenges faced by the Mediterranean region. For the benefit of better integration, we exchange knowledge, discuss public policies and identify the solutions needed to address key challenges in the region including issues related to climate change and forced displacement.

Historical, human-induced environmental degradation has preceded climate change in leading to regional instability and food insecurity that are currently at work in the Mediterranean. Deforestation, soil erosion, desertification and water depletion are long-term processes that have significantly reduced the region's water security. Current water mismanagement and water losses are now making this situation worse.

Several research studies have been published on droughts in Syria in 2006-2011, which was one of the key long-term shocks that contributed to international displacement and contributed to the Syrian crisis. Water scarcity coupled with climate change and ongoing environmental degradation have become fundamental important drivers of forced displacement and economic migration, specifically in the Mediterranean region's arid areas, further threatening the region's future food security and stability.

Many of the climate change mitigation and adaptation challenges in the region revolve around Water. The Mediterranean region is currently facing water challenges. Climate change will place already scarce water resources under intense pressure in the region, with major consequences for human life, the environmental and regional food security. Water is not an isolated sector: it is the cornerstone of the Water-Food-Energy Nexus, and requires transversal, transectorial thinking to develop holistic responses to the challenges that the Mediterranean is facing. Water is also a catalyst of employment, territorial development and commerce, and can therefore yield significant opportunities rather than obstacles in the future.

The CMI has set up a Water Hub with its core partners over the past year, and is committed to strengthening awareness-building in the region through its Water Programme within the climate challenge theme, which specifically targets Water Demand Management, Water Resources Management and several upcoming events focusing on PPPs for desalination technology coupled with renewable energy sources, regional water security, and performance-based approaches for water utilities.

The CMI's added value lies in its capacity to gather numerous partners from around the Mediterranean to discuss common priority issues. Through its regional knowledge programme on water, the CMI raises awareness and supports know-how on regional solutions, policies and strategies necessary to addressing the numerous water challenges that we currently face around the Mediterranean.

The CMI looks forward to further engaging with its member countries and partners, many of which are represented here, in order to contribute to a Euro-Mediterranean knowledge-sharing and discussion platform. We will be collaborating with the CIHEAM in sharing relevant analytical work and support awareness raising to better understand the links between water challenges and climate change and their effects on agriculture and forced displacement.



FAO

Raimund JEHLE

Regional Strategic Programme Coordinator

*Excellencies,
Ladies and Gentlemen,*

It is my pleasure and honour to address this 11th Ministerial Conference of the CIHEAM Member States in addition to the video message by the Director General.

We are facing a major migration crisis. The Mediterranean area is particularly affected. According to latest estimates from IOM, as of 14 September 2016, almost 300,000 migrants and refugees entered Europe through the Mediterranean Sea in 2016. More than 3,200 of them have died while doing so and this happens every day.

Migration does not need to be that way. Migrants can be agents of development, contribute to economic growth and improve food security and rural livelihoods. Much of what we are seeing today is different.

People transiting through Near East and North Africa countries and crossing the Mediterranean are escaping conflicts, violence and natural disasters. Many are compelled to move because of a complex set of socio-economic factors, including poverty, food security, lack of employment opportunities, limited access to social protection and the adverse impacts of climate change.

The complexity of the phenomenon calls for coordinated and innovative solutions and we need them now. Over the coming decade, each year 11 million rural young people will enter the labour market in Africa. With climate change, competition for land and water resources and the risk of natural disasters will further increase. As poverty persists, such threats to livelihood will include more and more distress migration, adding to the emerging migration crisis.

The FAO stands ready to support countries in the region in addressing the root causes of distress migration and harnessing the development of migration for sustainable growth and agricultural development. Any response in this sense has to take into account the following three facts:

- Firstly, most migrants come from rural areas;
- Secondly, no less than one third of all international migrants from developing countries are young – between 15 and 34 years;
- Thirdly, lack of employment is the major cause leading youth people to leave their facilities and areas of origin.

The FAO has a comparative advantage on migration, thanks to its extensive expertise in exploring the links between migration, agricultural and rural development and enhancing countries' capacity and policy coherence, both in development and humanitarian contexts.

Agriculture and rural development can address the root causes of migration, strengthen the reliance of rural population and contribute to conflict prevention and stability. Investing in rural development, climate change adaptation and resilient rural livelihoods, and creating decent rural employment for youth can create the conditions allowing communities to live in the peace and prosperity in their homelands.

On the other hand, safe, regular and responsible migration from rural areas, including seasonal employment schemes in agriculture, can benefit migrants and their communities.

Ladies and Gentlemen, Excellencies,

The FAO fully supports the CIHEAM's new Strategic Agenda 2025; the synergies are clear with the four pillars of the CIHEAM's agenda that focus on protecting the planet, improving sustainable agriculture and fisheries and ensuring food and nutrition security, inclusive development – including women and youth – and ensuring that rural communities are more resilient to crisis and the effects of climate change.

Finally and let me conclude, the FAO and the CIHEAM can strengthen their joint action by building partnerships with other key actors in the Mediterranean Region for food and nutrition security. The side event that our two organisations jointly held with EBRD yesterday is a good example of building strategic partnerships with non-state actors, including the private sector.

I would like to thank you for your attention and we are looking forward to support the advancement of inclusive policies and programme that can unlock the full potential of the Mediterranean Region towards achieving food and nutrition security for all.



ICARDA

Kamel SHIDEED

Assistant Director General for International Cooperation and Communications
International Center for Agricultural Research in the Dry Areas

Your Excellency, Mr Edmond Panariti, Minister of Agriculture, Rural Development & Water Administration, Albania

Your Excellences the Ministers

Your Excellency Dr Mohammed Sadiki, Vice-President CIHEAM

Your Excellency Dr Cosimo Lacirignola, Secretary General- CIHEAM

Heads and Representatives of International Organizations

Ladies and Gentlemen,

On behalf of ICARDA and its Director General, I extend my appreciation to the Albanian Ministry of Agriculture, the CIHEAM, the FAO and EBRD for inviting ICARDA to this important meeting and for the excellent arrangements made for this High-level forum.

The CIHEAM and ICARDA have a long history of cooperation, with a first Memorandum of Understanding signed in 1999 and a long-standing partnership that continues today. In 2015, our organisations have signed a new strategic partnership, which has contributed to the initiation of a new multi-partner action called the MENA Initiative. It is focused on mobilising agricultural science and innovation to bring growth and new income streams income to women and youth in the MENA region.

This is an initiative whose time has come. It draws upon the wealth of past knowledge and experience from development and research programs – by many national and international partners – to provide tested technologies and policy approaches to countries to help them develop rural areas in the face of climate change.

I am pleased to present to you an overview of the initiative, which is still under development: “Sustainable and Resilient Rural Futures and Improved Livelihoods in the Middle East and North Africa (MENA Initiative): Transforming rural futures”.

Objectives of the MENA Initiative

As you know, the MENA region faces huge pressures including conflict, social unrest, mass migration and high levels of unemployment, particularly among youth. Youth employment

rates in the region are the highest in the world (24-29% among males, 37-44% among females). In order to address these problems and help countries improve the situation of people living in marginal areas, the MENA region needs a strong new approach to rural development that prioritizes youth and women. A multi-sectorial approach is needed to face the climatic and rural development challenges. A more productive agriculture is key to improving the lives of our young populations, by mobilising productive and sustainable food production systems to feed a fast growing population.

The poverty situation in many of these dry areas is further complicated by climate change, lack of arable land and, of course, water scarcity. Climate change alone is expected to reduce household income by 7% over next 30-40 years. Water scarcity in the MENA is the highest in the world, resulting in reduced GDP and land degradation. Desertification continues to intensify – approximately 48% of the land in Mashrek countries is degraded.

Populations in the MENA region have adapted to harsh climates for thousands of years. However, today's unprecedented rate of climate change is testing their ability to cope, as the region becomes hotter and drier with more extreme droughts and flash floods.

The socio-political aspects of this situation are also pressing. Countries that border the Mediterranean basin and are of strategic importance to the European Union because of trade, energy and more recently, national and regional social and political security.

These challenges call for urgent action and the MENA Initiative proposes to mobilise, over a period of ten years, an integrated, people-centred approach that focuses research and development to meet societal needs. We must find solutions to improve education and economic growth to combat the marginalisation of rural populations and the problems that it generates, such as migration and unemployment. Agriculture, food and rural development are at the centre of this issue, a driving force for national and regional economies. They have strong positive interactions with other economic sectors and profound implications for the regeneration of environment and society.

There is strong evidence that past investment in research and development in the MENA region has achieved substantial results and there are many examples that should be strengthened. The MENA Initiative plans to implement this and similar tested approaches, with partner countries.

The MENA Initiative and its Approach:

The MENA Initiative brings together a consortium of partners to focus on science, innovation and practical know-how on improving food production and natural resource management. This includes national research centres such as the INRA (Morocco), ARC (Egypt), NCARE (Jordan), LARI (Lebanon), ARESA (Tunisia) and international partners including ICARDA, CIHEAM, GFAR, AARINENA, Agropolis, IFPRI, the European Commission, CIRAD, and the South-North Mediterranean Foundation, as well as other partners.

The approaches that will be mobilised include the strengthening of tested technologies and agricultural value chain options, testing new agro-ecological health and socio-economic approaches that address climate change adaptation and mitigation. The Initiative's primary focus is on medium-sized towns that have the potential to create agri-business sectors that support agricultural value chains that link marginal areas and populations to markets. The aim is to create farmer-friendly service sectors that stimulate growth and local income generation.

The expected outcomes that the Initiative will bring to marginalised communities are new opportunities for jobs, income creation. The vision is to encourage the creation of multi-sectorial rural economies that combine agriculture, ICT, energy, water, education and commerce.

The proposed initiative embraces Four Action Areas:

1. Agro-ecological productivity and sustainability impacting food security, nutrition and health, and sustainable resource use;
2. Economic sustainability and growth: value addition, value chain development and economic growth opportunities;
3. Gender and social change: employment for women and youth: addressing gender-oriented approaches, empowerment and equity issues;
4. Enabling environment: conducive policies and institutions.

The MENA Initiative is currently in its development and start-up phase. We welcome offers of partnership and support from all policy makers, development actors and investors towards the realisation and successful implementation of this initiative.

Thank you once again for organising this important gathering and for your kind attention.

OCDE / OECD

Dimitris DIAKOSAVVAS

Senior Economist – Trade and Agriculture Directorate

*Mr President,
Excellencies,
Distinguished representatives,
Ladies and gentlemen,*

It is an honour and a great pleasure to participate in your meeting, representing the OECD, which is, as you know, one of the co-founders of the CIHEAM.

A new policy paradigm for better lives is needed

Let me start by saying that if we are to continue feeding ourselves sustainably, to eradicate undernourishment and mitigate the environmental impact of farming, we need to adopt a long-term vision for agriculture. The policies that governments have been pursuing are not sufficiently aligned with emerging needs and public priorities.

There is a growing urgency for integrated policy approaches. Policies need to be coherent with economy-wide measures, including those relating to growth, development, employment, well-being, investment, trade and the environment. A new policy paradigm is needed for a more productive, competitive and sustainable food system for all.

This was the key message that arose from the meeting of the Ministers and Representatives of 48 countries, who met at the OECD in April of this year, to discuss the opportunities and challenges facing the global food system and to explore appropriate policy responses. The meeting was co-chaired by Mr Stéphane Le Foll, Minister of Agriculture, Agri-food and Forestry, France and Mr Tom Vilsack, Secretary of Agriculture, United States.

International migration: The human face of globalisation

Let me now address the subject of migration, particularly its international dimension – or the so-called “human face of globalisation” – which has recently become crisis in some European countries.

Few phenomena have shaped human history as decisively as migration. Migration brings benefits: new ideas, new connections that are reflected in our daily lives in thousands of ways. Migration can be an important driver in addressing structural issues in agriculture in the host country, including provision of labour for seasonal agricultural work. Also, many countries will need to continue attracting an immigrant workforce in the years to come as they adjust to ageing population and gaps in their labour forces. Migration can also be instrumental in addressing rural underdevelopment, poverty and food insecurity in the country that migrants move away from.

However, migration also brings about challenges. In many societies, not all newcomers have managed to integrate successfully, while on the other side of the coin – in the countries they migrate from – the loss of human capital and labour may negatively affect food production, competitiveness and the social fabric.

Migration therefore has ambiguous consequences for rural development; it can be a blessing and/or an obstacle to poverty alleviation and an impediment to development.

OECD countries are facing an unprecedented refugee crisis

Few issues excite controversy like migration, in part because it touches on so many other issues – economics, demographics, politics, national security, culture, language and even religion. People have always emigrated in order to improve their lives and will continue to do so. By and large, migration is a story of the movement of people to countries that are relatively wealthier (but not necessarily “wealthy”) compared with their own.

For OECD members, these issues are of special concern. A wave of migrants and refugees, the largest since World War II, has strained the social fabric across Europe. Net migration to OECD countries has tripled since the 1960s and – even with the economic slowdown – is likely to continue at a strong pace in the years to come. In 2015, a record-high of 1.3 million people crossed the Mediterranean Sea and sought asylum in the EU. And countries neighbouring conflict zones host even larger numbers of vulnerable men, women and children.

Your Excellencies, Ladies and Gentlemen

Migration has become a polarising issue in society, creating an urgent need to close knowledge gaps on migration, and to ensure that evidence of the potential benefits and costs is widely disseminated to the general public.

It is here that the OECD has a unique role to play. Working with countries to share and to learn from these experiences is a major part of the OECD’s mission. As you might know, the OECD has been leading the work on migration for decades: it has contributed by producing analysis, data and developing tools to feed dialogue and shape policy.

The 2016 International Migration Outlook was released two days ago, coinciding with the UN Summit on Refugees and Migration and the Leaders Meeting Summits hosted by President Obama, in which Mr Angel Gurría, Secretary-General of the OECD, participated.

Other flagship OECD publications, such as the *Settling In* and *Making Integration Work* offer a comprehensive set of indicators that allow us to gauge the quality of migrant integration and develop policy recommendations. Furthermore, in May 2016, we launched *Working Together*, a new series on the skills and labour market integration of immigrants and their children.

Our work shows that, if well managed, migration, plays a positive role in the economy, spurring growth and innovation – but this depends on sound labour migration policies and, more broadly, on comprehensive and co-ordinated migration policies.

The 2016 Meeting of the OECD Council at Ministerial Level, on 1-2 June, on enhancing productivity for inclusive growth, Ministers encouraged the OECD to enhance its work on migrant integration and related policies to help Members manage the consequences of the ongoing migration crisis.

To conclude, I would like to highlight that today's global environment is an urgent call for action. Agriculture continues to be the most important livelihood for the majority of people in conflict and post-conflict situations. Rural development and food security are central to the global response to the refugee crisis. Peace is fundamental to food security and food security is fundamental for keeping peace.

We have a clear incentive to deliver an ambitious, comprehensive, and co-ordinated response to harness the benefits of migration and to open up new opportunities for economic and social growth. By acting together, the international community can design, develop and deliver better migration policies for better lives.

Thank you for your attention.



UNION DU MAGHREB ARABE

Faouzia CHAKIRI

Chef de Division Direction de la Sécurité Alimentaire

*Excellences, Mesdames les Ministres et chefs des délégations,
Monsieur Président du Centre International de Hautes Etudes
Agronomiques Méditerranéennes (CIHEAM),
Monsieur le Secrétaire Général du Centre International des Hautes
Etudes Agronomiques Méditerranéennes (CIHEAM),
Excellences Messieurs les Ambassadeurs et représentants des organisations régionales,*

Je voudrais, tout d'abord remercier les autorités albanaises en la personne de Son Excellence M. Edmond PANARITI, ministre de l'Agriculture, du Développement Rural et de l'Administration de l'eau d'Albanie pour son invitation et pour l'accueil chaleureux réservé à la délégation de l'UMA et le féliciter pour l'excellente organisation de cette ministérielle.

Par la même occasion, j'aimerais rendre hommage au CIHEAM, en la personne de son président, son secrétaire général et tous leurs collaborateurs pour les efforts qu'ils ne cessent de déployer en vue de coordonner l'action des pays membres dans des domaines aussi importants et vitaux pour le pourtour de la méditerranée.

C'est à la fois un plaisir et un honneur de participer aujourd'hui à cette 11^{ème} réunion ministérielle que l'Albanie a bien voulu accueillir pour poursuivre le débat entamé à Alger en 2014 sur des questions cruciales telles que l'agriculture et la sécurité alimentaire, et l'élargir pour englober les nouveaux défis à relever suite aux phénomènes de migrations accrues que connaît la région de la méditerranée et également pour débattre de l'agenda stratégique 2025 du CIHEAM.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Les thématiques de notre rencontre à savoir : la migration en méditerranée, la coopération dans ce domaine ainsi que l'Agenda stratégique 2025 du CIHEAM sont tous des sujets cruciaux et importants pour les pays du bassin méditerranéen et particulièrement pour le Maghreb. Ces thématiques sont bien entendu liées, puisqu'on ne peut lutter contre la

migration sans s'attaquer à ses principales causes et donc promouvoir la coopération et le développement régionaux garants des alternatives adéquates.

La coopération entre les pays méditerranéens susceptible de relever les défis qui s'imposent, notamment à travers les échanges d'expériences sur les politiques agricoles et rurales ainsi que les stratégies à mettre en œuvre doivent toutefois être adaptées aux situations locales et mobiliser des financements qui puissent s'inscrire dans la durée.

Déjà lors de la ministérielle d'Alger, le débat a porté sur la sécurité alimentaire durable pour le Bassin méditerranéen et de sa multi dimensionnalité agricole, environnementale, démographique, sociale, territoriale, économique et politique, ainsi que la nécessité de l'adoption d'une approche holistique pour traiter de cette question conditionnant le développement, la stabilité et la paix dans la région.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Comme vous le savez, cette rencontre se tient dans un contexte international et régional complexe et difficile. Dans le Maghreb, nos frères en Libye tentent toujours de trouver une solution en vue d'apporter la paix et la stabilité dans leur pays. Le phénomène du terrorisme ne cesse de mettre en danger la stabilité de toute la région, exacerbé en cela par la persistance du chômage des jeunes et la faible création d'emploi.

Il est donc indéniable, et tout le monde en convient, que la solution réside dans des stratégies nationales et régionales intégrant tous les aspects économique, social ou sécuritaire, et demeurant le moyen incontournable pour permettre une accélération de la croissance, la création d'emploi et la lutte contre le chômage et la précarité.

La migration est, bien entendu, une question de grande actualité aussi bien pour les pays du Maghreb que pour nos amis du nord de la Méditerranée, et dont les effets pourraient être amplifiés considérablement dans le contexte actuel.

Aussi, si rien ne se fait, les conséquences pour la région risquent d'être catastrophiques. C'est la raison pour laquelle l'adoption d'un accord mettant en place des partenariats Sud-Sud et Sud-Nord tenant compte des différents aspects cités précédemment est éminemment cruciale.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Comme on peut le constater, les problématiques sont liées et les réflexions doivent s'intégrer dans une démarche visant à reclasser stratégiquement les territoires ruraux et l'agriculture comme des déterminants majeurs pour la stabilité sociale et le développement économique des pays de la région.

C'est la raison pour laquelle les pays de l'UMA se sont dotés d'instruments institutionnels et opérationnels, favorisant une action commune pour le développement de l'agriculture, la protection de l'environnement et la lutte commune contre la désertification en vue de réaliser une sécurité alimentaire durable au niveau régional dans une démarche progressive d'intégration économique du Maghreb, tels que la Charte maghrébine pour la protection de l'environnement et le développement durable, adoptée en 1992, la vision stratégique agricole maghrébine 2030 et la charte maghrébine pour la lutte contre la désertification.

En application des dispositions de ces chartes, plusieurs programmes ont été mis en place. Aussi, la concrétisation de la vision agricole se fait-elle moyennant un premier Plan d'action 2011- 2020 qui sera suivi d'un deuxième plan pour la période 2021-2030 tenant compte des leçons tirées de l'évaluation du premier plan. Chaque plan d'action inclut un ensemble de Programmes Agricoles Maghrébins Prioritaires (PAMPs) dont certains sont en cours de réalisation dans la cadre de coopération du SG-UMA avec ses partenaires tels que les Programmes Maghrébins de Développement agricoles traitant de la gestion durable des ressources naturelles, du contrôle des fléaux agricoles transfrontaliers, de l'harmonisation des politiques agricoles et de la promotion de l'emploi décent des jeunes dans l'agriculture.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

La question de la migration est de plus en plus présente parmi les questions prioritaires au niveau de l'UMA. La coopération maghrébine dans ce domaine s'est concrétisée ces dernières années à travers les rencontres des structures maghrébines dédiées à ces aspects notamment les réunions du conseil maghrébin des ministres de l'intérieur et son groupe de travail sur l'immigration, dont les travaux ont permis de débattre de ces aspects, d'étudier les stratégies et les approches nationales dans ce domaine et de lancer le processus pour l'élaboration d'une stratégie maghrébine concertée qui dépasse les soucis sécuritaires pour inclure les différentes dimensions sociale, économique et humaine.

Relevons enfin que les pays maghrébins sur le plan individuel, fournissent d'importants efforts pour relever ces nouveaux défis. Nos partenaires de la rive nord de la Méditerranée, de par leurs potentiels humain, technique et financier, demeurent, à cet égard, sollicités en vue de soutenir nos programmes nationaux et régionaux.

Ce n'est que grâce à une coopération renforcée, que nous serons en mesure d'affronter les grandes menaces qui pèsent sur l'avenir de notre région.

En souhaitant plein succès à nos travaux, je vous remercie pour votre attention.

11^{ème} réunion
des ministres de l'Agriculture,
de l'Alimentation et de la Pêche
des pays membres du CIHEAM

11th meeting
of the Ministers of Agriculture,
Food and Fisheries of the
CIHEAM's member countries

RECOMMANDATIONS

***À l'issue de la 11^{ème} réunion des
ministres de l'Agriculture, de l'Alimentation
et de la Pêche des pays membres du CIHEAM***

Tirana, 22 septembre 2016

RECOMMENDATIONS

***Issued at the end of the 11th meeting of
the CIHEAM member countries' Ministers
of Agriculture, Food and Fisheries***

Tirana, 22 September 2016



11^{ÈME} REUNION DES MINISTRES DE L'AGRICULTURE DES ÉTATS MEMBRES DU CIHEAM

Tirana (ALBANIE) - 22 Septembre 2016

Déclaration Finale

À l'invitation de S.E. Monsieur Edmond Panariti, Ministre de l'agriculture, du développement rural, de l'administration de l'eau de la République d'Albanie, les ministres de l'Agriculture des 13 États membres du Centre International de Hautes Études Agronomiques Méditerranéennes (CIHEAM), ou leurs représentants, se sont réunis à Tirana le 22 Septembre 2016.

Les ministres et chefs de délégation,

CONSIDERANT

- Que la Méditerranée est une interface géographique où les enjeux agricoles, ruraux et climatiques s'imbriquent fortement et créent des interdépendances croissantes entre l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient, positionnant ainsi l'agriculture, l'alimentation, les territoires ruraux et l'environnement au cœur de l'Agenda du développement durable 2030 ;
- Que la Méditerranée constitue un espace migratoire de premier plan depuis longtemps et qu'il faut pouvoir placer les dynamiques de mobilité sous une perspective liée aux défis du développement humain et de la croissance inclusive, notamment en zones rurales où l'amélioration des conditions de vie d'une part et l'adaptation aux changements climatiques d'autre part s'avèrent essentielles ;
- Que les conséquences des instabilités agricoles, notamment foncières, de l'insécurité alimentaire, de la malnutrition, des phénomènes climatiques extrêmes et du sous-emploi font partie des facteurs poussant des populations à quitter leurs territoires et qu'il faut donc intégrer les questions de la sécurité alimentaire, du développement rural durable et de la cohésion sociale ainsi que la préservation des ressources naturelles au sein des politiques visant à atténuer les mobilités de détresse dans la région méditerranéenne ;
- Que l'agriculture et le développement rural, faisant preuve de résilience face aux chocs et démontrant une capacité certaine d'innovation tant sur le plan socio-économique, que technique et environnemental sont en mesure d'apporter des solutions dans l'agenda des stratégies d'adaptation aux changements climatiques ;
- Que l'agriculture et la sécurité alimentaire sont étroitement liées à la réconciliation, la paix et la stabilité dans la région méditerranéenne, et doivent donc être considérées comme des secteurs prioritaires pour les pays riverains et pour la coopération internationale, soulignant dans cette perspective l'importance de l'emploi des jeunes, notamment des femmes, en milieu rural afin de prévenir les mobilités de détresse.

RAPPELANT

- L'Agenda mondial du développement durable pour 2030 adopté par les Nations Unies en septembre 2015 et la mise en place des Objectifs du développement durable (ODD) dont plusieurs concernent l'agriculture, l'alimentation, le développement inclusif et l'environnement ;
- La déclaration du sommet de La Valette sur la migration, ayant eu lieu en novembre 2015, et son plan d'action ;
- La déclaration adoptée à l'occasion de la seconde Conférence ministérielle euro-méditerranéenne sur l'agriculture, tenue à Palerme en novembre 2014, dans laquelle les Ministres ont affirmé que : « *Il faut amener un nombre accru de jeunes des pays méditerranéens à considérer l'agriculture et les régions rurales comme des domaines d'activités et de projets attractifs, que ceci passe par la mise en place de politiques nationales et régionales multisectorielles adaptées et suffisamment dotées de moyens* » ;
- Le Plan d'action en cours du G20 sur la sécurité alimentaire et les systèmes alimentaires durables ;
- Les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale, officiellement approuvées par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale le 11 mai 2012 ;
- La déclaration adoptée à l'occasion de la première conférence ministérielle sur l'agriculture et la sécurité alimentaire des pays de la méditerranée occidentale du dialogue 5 + 5, tenue à Alger le 27 novembre 2013 ;
- L'Accord de Paris sur le climat du 12 décembre 2015 à l'occasion de la 21^{ème} conférence des parties (COP21) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), le *Lima Action Agenda* et la COP22 qui aura lieu en novembre 2016 à Marrakech pour la mise en œuvre des mesures adoptées, le suivi et l'évaluation des engagements pris à Paris, dans lesquels figurent des initiatives liées au sol et aux ressources naturelles indispensables à l'activité agricole et à la sécurité alimentaire ;
- La Charte de Milan adoptée à l'occasion de l'Exposition Universelle Milan 2015 « Nourrir la planète, énergie pour la vie » qui encourage le droit à l'alimentation et la sécurité alimentaire, qui a été signée par les gouvernements, les institutions et les citoyens et remise au Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon, le 16 Octobre 2015 ;
- Le rapport du Secrétaire général de l'ONU, publié le 9 mai 2016, qui appelle à prendre de nouveaux engagements au niveau mondial concernant les déplacements

massifs de réfugiés et de migrants, y compris un pacte mondial sur le partage des responsabilités, un plan d'intervention global pour les réfugiés et un pacte mondial pour des migrations sans danger, régulières et ordonnées ;

- La communication de la Commission au Parlement Européen, au Conseil Européen, au Conseil et à la Banque Européenne d'Investissement du 7 juin 2016, relative à la mise en place d'un nouveau cadre de partenariat avec les Pays tiers dans le cadre de l'Agenda européen en matière de migration ;
- La stratégie globale pour la politique étrangère et la sécurité de l'Union Européenne présentée le 28 juin 2016 par Federica Mogherini, Haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et Vice-présidente de la Commission européenne, qui fixe comme priorités de l'action extérieure, la résilience des États et des sociétés à l'est et au sud de l'Europe et qui stipule que l'UE encouragera différentes voies vers la résilience, au niveau gouvernemental, économique, sociétal, climatique et énergétique, et élaborera des politiques migratoires plus efficaces pour l'Europe et pour ses partenaires ;
- La réunion de haut niveau de l'Assemblée générale de l'ONU sur la gestion des déplacements massifs de réfugiés et de migrants, du 19 septembre 2016 qui invite les États à avoir une réponse coordonnée aux vastes mouvements de réfugiés et de migrants et qui vise à engager les acteurs du développement en début de crises pour valoriser les contributions des réfugiés et des migrants à leur environnement ;
- Les discussions qui ont eu lieu à Tirana, le 21 septembre 2016, lors du Forum International sur la durabilité des chaînes de valeur de l'agroalimentaire, co-organisé par le CIHEAM, la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD) et la FAO, avec la collaboration des autorités albanaises, et qui ont souligné le rôle stratégique du secteur privé comme moteur du développement inclusif, de la compétitivité agricole et de la sécurité alimentaire dans la région méditerranéenne.

CONVAINCUS

- Que l'actuelle augmentation des mouvements de migrants accentue la nécessité de pouvoir compléter les mesures humanitaires et sécuritaires par des programmes d'actions de long terme favorables au développement humain, économique et social, et de nature à prévenir les situations conflictuelles ;
- Que le degré d'interdépendance entre les pays de la Méditerranée et de l'Europe est croissant et que le CIHEAM constitue un instrument approprié pour la coopération multilatérale dans le domaine de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, des forêts et de la vie dans les territoires ruraux, qui agit en faveur du partage de la connaissance et des bonnes pratiques (i), du renforcement des capacités techniques et de la formation, de la recherche et de l'innovation (ii), de la mise en œuvre

des stratégies nationales de développement (iii) et de la diplomatie scientifique et culturelle (iv) ;

- Qu'une approche globale, intégrée et participative est nécessaire pour favoriser le développement économique, social et environnemental en Méditerranée où l'agriculture, l'alimentation, la pêche, les forêts et les territoires ruraux offrent des solutions adaptatives, inclusives et innovantes, créent de nouvelles solidarités et renforcent les cohésions sociales tant au niveau local que régional.

Eu égard aux considérations qui précèdent, les ministres et chefs de délégation

- Ont porté leur discussion sur les thèmes suivants :
 - Un échange de points de vue concernant les migrations de détresse (internes et internationales) sous la perspective du développement agricole, de la sécurité alimentaire, des politiques foncières, du développement et de l'inclusion des territoires ruraux et des changements climatiques au regard des enjeux spécifiques à la Méditerranée ;
 - La présentation de l'Agenda stratégique 2025 du CIHEAM (CSA 2025), qui structure pour les prochaines années sa mission de coopération en Méditerranée autour de 4 grands piliers et de 15 thématiques prioritaires.

Au terme de leurs travaux, les ministres et les chefs de délégation :

- se félicitent de la mise en place de l'Agenda stratégique 2025 du CIHEAM qui cadre son action existante sur la base de quatre grands piliers : *(i) la protection de la planète en luttant contre le triple gaspillage (connaissances et savoirs, ressources naturelles et énergie, produits alimentaires) ; (ii) la sécurité alimentaire et nutritionnelle en favorisant l'agriculture durable ; (iii) le développement inclusif en investissant dans les nouvelles générations et dans les territoires fragiles ; (iv) les crises et la résilience en contribuant à la gestion des tensions* ;
- ont reconnu que les questions liées aux migrations de détresse et la crise des réfugiés doivent les conduire à réfléchir de manière plus générale à la prise en compte des causes profondes de ces migrations afin de faire ressortir des solutions envisageables sous la perspective du développement agricole et rural et de la sécurité alimentaire en Méditerranée ;

Demandent au CIHEAM :

1. De mettre en place le Plan d'Action du CIHEAM pour la Méditerranée à l'horizon 2025 (PACMED2025), constitué de son Agenda stratégique 2025 qu'il convient

de renforcer, et de nouvelles initiatives-phares régionales. Le **PACMED2025** sera mis en œuvre avec les institutions partenaires du CIHEAM dans l'objectif d'une complémentarité institutionnelle en faveur de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et du développement inclusif ;

2. Que le PACMED2025 soit en mesure de proposer une réponse globale pour atténuer les mobilités de détresse en Méditerranée et qu'il contribue plus largement à la politique de coopération euro-méditerranéenne et à la résilience sociétale dans la région, par le biais de la formation, de la recherche et de l'assistance technique et des valeurs fortes qui sont au cœur de la mission du CIHEAM, à commencer par le dialogue interculturel, le multilatéralisme, l'action multi-parties prenantes et la priorité donnée à la résolution de problèmes concrets.

Demandent aux Pays et aux Organisations internationales :

1. De saisir les opportunités offertes par l'initiative des Centres affiliés du CIHEAM dans les États membres, qui n'ont pas un Institut Agronomique Méditerranéen (IAM), afin de contribuer à la réalisation du PACMED2025, de renforcer les complémentarités régionales dans les domaines de l'expertise scientifique et des compétences techniques, tout en offrant aux quatre Instituts du CIHEAM de nouvelles opportunités de partenariats pour conduire les activités de formation, de recherche et de développement dans la région méditerranéenne ;
2. De poursuivre leurs efforts pour favoriser le développement de l'agriculture et des chaînes de valeur agroalimentaires par des politiques publiques adaptées et en encourageant les initiatives privées dans les territoires ruraux les plus touchés par les migrations de détresse ;
3. De mettre en place des parcours de formation technique et pluridisciplinaire dans l'agriculture, le développement rural, la pêche et la foresterie, pouvant contribuer à l'insertion des migrants économiques ou réfugiés ;
4. D'encourager les initiatives locales contribuant à faciliter le « vivre-ensemble » et suscitant l'esprit d'entreprendre en lien avec l'alimentation (potagers collectifs, transformation et commercialisation de produits alimentaires) par des mesures d'accompagnement incitatives, fédérant une pluralité d'acteurs des institutions publiques, de la société civile et du secteur privé ;
5. De favoriser le développement de réseaux ruraux d'intégration dans les pays où arrivent des migrants et des réfugiés afin de leur proposer une insertion socio-professionnelle dans le secteur agricole, forestier ou de la pêche, mais aussi dans les entreprises agro-alimentaires et services associés, et ainsi contribuer à leur reconnaissance sociale en tant que ressources humaines compétentes ;

6. De mettre en place des dispositifs favorables à la migration professionnelle et à la mobilité du secteur privé, des étudiants et des chercheurs dans le domaine de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, des forêts et du développement des territoires ruraux ;
7. De continuer à soutenir l'initiative PRIMA (Partenariat sur la recherche et l'innovation dans la région méditerranéenne) en vertu de l'article 185 TFEU dans les secteurs de l'eau et des produits alimentaires, vu l'engagement important de l'Union européenne et des pays Méditerranéens non-européens, y compris les pays du CIHEAM ;
8. D'encourager les autorités maltaises, dans la perspective de leur présidence du Conseil de l'Union européenne au premier semestre 2017 et de leur volonté de renforcer les engagements maltais dans l'Agenda stratégique du CIHEAM 2025, d'établir un Centre d'Excellence pour améliorer la recherche et la capacité d'innovation dans le domaine de l'eau e de l'agriculture.

CONCLUSIONS

- Les ministres et chefs de délégation soutiennent l'Agenda stratégique du CIHEAM 2025 et reconnaissent les efforts déployés par cette Organisation dans ces domaines d'intervention au service de la coopération internationale au cours des dernières années. Ils ont réitéré leur volonté de renforcer et de soutenir durablement les capacités du CIHEAM, afin d'en faire un acteur essentiel du développement dans la région et du dialogue euro-méditerranéen. Ils ont exprimé leur attachement à cette organisation qui consacre toute son activité à édifier quotidiennement une solidarité méditerranéenne véritable ;
- Les ministres et les chefs de délégation appellent de leurs vœux à plus de synergies entre les Institutions dans la région méditerranéenne, et pour lesquelles le CIHEAM constitue un opérateur pivot de premier ordre, car convaincus que les défis agricoles, alimentaires, ruraux et climatiques nécessitent des stratégies intégrées entre les secteurs d'activités, des projets fédérateurs entre les pays et des initiatives conjointes entre les Organisations internationales. Ils demandent que le PACMED2025 soit considéré comme un outil mobilisateur dans cette perspective ;
- Ils ont convenu de porter à la connaissance des ministres des Affaires étrangères de leur pays les présentes recommandations afin qu'ils puissent en tenir compte dans les négociations internationales et les initiatives politiques dans lesquelles ils sont engagés, persuadés qu'il faut agir sur les causes profondes des migrations de détresse ;
- Ils ont félicité le Ministre de l'agriculture, du développement durable et de l'administration de l'eau de la République d'Albanie et tous ses collaborateurs, pour les efforts accomplis en vue du succès de cette réunion ;
- Ils ont remercié le CIHEAM pour sa contribution apportée à la réussite de la réunion.

Annexe

Plan d'Action du CIHEAM pour la Méditerranée 2025 (PACMED 2025)

Le Plan d'Action du CIHEAM pour la Méditerranée 2025 (PACMED 2025) vise à favoriser la poursuite de ses activités de coopération sur les 15 priorités thématiques de son Agenda stratégique 2025 et à mettre en place 5 initiatives-phares inédites et régionales, à travers la mobilisation de partenariats institutionnels et de co-financements.

Il puise dans l'expérience de coopération du CIHEAM en Méditerranée en matière de formation spécialisée, de recherche en réseaux et d'appui au développement, activités déployées grâce à ses Instituts et basées sur des valeurs communes (multilatéralisme, approche bottom-up, résolution des problèmes concrets, partage de bonnes pratiques, connaissances adaptées aux besoins, etc.).

**

La région méditerranéenne concentre d'immenses défis politiques, économiques, sociaux et climatiques, occupant ainsi une place centrale dans l'actualité internationale. De nombreuses transitions y sont à l'œuvre, positionnant la Méditerranée comme l'un des principaux laboratoires de la planète en matière de construction d'un développement qui soit plus durable et plus inclusif. Plus durable, car les modèles de croissance doivent être plus soutenables vis-à-vis des besoins de la population et des contraintes environnementales de la région. Plus inclusif, car le développement en Méditerranée doit se bâtir avec tous les territoires et avec l'ensemble des parties-prenantes, y compris les communautés fragiles.

De ce constat émergent plusieurs recommandations, ancrées dans la conviction profonde qu'il faut investir dans l'agriculture, la pêche et les territoires ruraux de la Méditerranée. C'est le sens du PACMED 2025 que de proposer des solutions pour accompagner les transitions en cours dans la région et encourager des initiatives multilatérales capables de fédérer les pays et les différents acteurs publics comme privés autour de ces thématiques qui sont au cœur des Objectifs du développement durable (ODD). En favorisant l'inclusion des enjeux alimentaires, ruraux et climatiques dans le débat stratégique euro-méditerranéen, mais également en contribuant à l'inclusion des communautés agricoles et halieutiques dans les politiques nationales et locales, le CIHEAM décline d'ores et déjà plusieurs ODD en Méditerranée et avec une attention toute particulière pour le nexus « Eau, Alimentation, Energie ».

Dans ce contexte, fort de son expérience en matière de dialogue politique, de recherche scientifique, de formations spécialisées et d'assistance technique, le CIHEAM s'est doté d'un Agenda stratégique 2025 pour mieux structurer ses missions de coopération autour d'activités multidimensionnelles et de long terme. Cet Agenda se base sur 4 piliers et 15 priorités thématiques (*voir encadré*), sur lesquelles le CIHEAM va mettre l'accent dans les années à venir, en déployant et en renforçant ses activités grâce à plus de synergies interinstitutionnelles et à plus de moyens budgétaires.

Pour compléter cet Agenda stratégique 2025 et lui donner une valeur ajoutée supplémentaire, la mise en place du PACMED passe aussi par le lancement de 5 initiatives-phares inédites. Celles-ci sont à la fois innovantes dans leur approche et régionales dans leur vocation. Les 5 initiatives-phares proposées dans le cadre du PACMED sont cohérentes avec l'Agenda stratégique 2025 et entendent faire de la Méditerranée une interface positive entre l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient. En effet, l'un des objectifs du PACMED, fidèle à l'esprit des fondateurs du CIHEAM il y a plus de 50 ans, est de redonner une centralité à la Méditerranée comme région de développement incontournable et contrer l'image d'une zone périphérique devenue incontrôlable.

Ces initiatives-phares s'inscrivent par ailleurs dans le cadre de la mission du CIHEAM consistant à établir des passerelles de savoirs, d'expertises et de bonnes pratiques à travers le bassin méditerranéen, plus uni grâce à ce dialogue interculturel et à cette diplomatie scientifique ancrés dans des activités concrètes et pluridisciplinaires. Tournée vers la résolution des problèmes rencontrés par les pays de la région, la mission du CIHEAM contribue aux politiques de coopération euro-méditerranéenne en combinant les outils de la formation, de la recherche et de l'assistance technique au service du développement social, économique et environnemental.

L'AGENDA STRATEGIQUE DU CIHEAM 2025

A. La protection de la planète « en luttant contre le triple gaspillage » :

1. La préservation des savoirs traditionnels et le partage des connaissances ;
2. La gestion des ressources naturelles (eau, sols, forêts, énergies, biodiversité, mer...) ;
3. La réduction des pertes agricoles et des gaspillages de nourriture tout au long de la chaîne agro-alimentaire.

B. La sécurité alimentaire et nutritionnelle « en favorisant l'agriculture et l'alimentation durables » :

1. La valorisation de la diète méditerranéenne ;

2. La promotion des pratiques agro-écologiques ;
 3. La sûreté et la qualité des produits ;
 4. L'accès à l'alimentation.
- C. Le développement inclusif « en investissant dans les nouvelles générations et dans les territoires fragiles » :
1. L'employabilité des jeunes et la formation professionnelle tout au long de la vie ;
 2. Le développement dans les régions rurales et les zones côtières ;
 3. L'égalité des genres et l'inclusion des communautés vulnérables ;
 4. L'émergence de territoires ruraux « intelligents » et de modèles agricoles/halieutiques inclusifs.
- D. Les crises et la résilience « en contribuant à la gestion des tensions » :
1. Les mobilités de population et les migrations ;
 2. Les changements climatiques ;
 3. La santé des animaux et des plantes ;
 4. Les marchés agricoles.

INITIATIVE-PHARE N°01

Plate-forme méditerranéenne de dialogue politique sur les facteurs de la migration rurale

(Mediterranean Platform for Policy Dialogue on Rural Drivers of Migration)

La Méditerranée constitue un espace migratoire de premier plan depuis longtemps. Récemment, le nombre de migrations de détresse dans la région s'est amplifié, y compris pour des raisons liées à la raréfaction des ressources naturelles, aux contraintes environnementales et à des conditions économiques difficiles en milieu rural. Si les dynamiques migratoires dans la région peuvent être internationales, elles sont avant tout internes aux pays, essentiellement des zones rurales de l'intérieur vers les villes (elles-mêmes majoritairement situées sur les littoraux). Pour agir sur les causes profondes de ces migrations, il faut tenir compte des dynamiques de mobilité sous une perspective liée aux défis du développement humain dans les zones rurales, de l'agriculture et de l'adaptation aux changements climatiques.

Pour ce faire, la mise en place d'une Plate-forme méditerranéenne de dialogue travaillant sur les facteurs de la migration rurale pourrait représenter un moyen de progresser dans la connaissance des phénomènes, dans l'identification de solutions favorables à une vie meilleure pour les autochtones et les immigrés et à la croissance économique en milieu rural et dans des stratégies d'adaptation face aux contraintes environnementales renforcées. Cette Plate-forme serait constituée d'une part d'un groupe de coordination multisectorielle de haut-niveau rassemblant des décideurs nationaux et internationaux et d'autre part d'un consortium composé d'experts, de représentants des administrations publiques et d'acteurs locaux. La sensibilisation politique, la recherche et la production d'études, la mise en œuvre de formations, le partage des expériences et le développement de programmes spécifiques seront les principales activités de cette Plate-forme dédiée aux dimensions rurales et agricoles de la migration en Méditerranée.

INITIATIVE-PHARE N°02

Pacte méditerranéen pour une agriculture et une alimentation durables *(Mediterranean Compact for Sustainable Agriculture and Food)*

Face aux enjeux démographiques, alimentaires et climatiques, les pays méditerranéens doivent produire plus, produire mieux et avec moins de ressources. Une nouvelle équation agricole dont la Méditerranée doit se saisir afin d'améliorer l'accès à la nourriture, la qualité des produits et la santé des populations et, en même temps, augmenter la compétitivité et l'autosuffisance des petites et moyennes fermes. La diète méditerranéenne, reconnue comme un héritage culturel intangible, repose sur des fondements respectueux de critères environnementaux, nutritionnels, sanitaires, sociaux, économiques et culturels. Elle peut être considérée comme une ressource pour le développement qui peut créer des interfaces avec d'autres secteurs comme le tourisme et la gastronomie et contribuer à la croissance et la création d'emplois dans les économies locales. Elle peut ainsi représenter un atout majeur dans cette perspective, à plus forte raison si les opérateurs du secteur privé s'engagent à l'intégrer dans leurs stratégies d'action, notamment dans leurs démarches philanthropiques ou de responsabilité sociétale et environnementale. De même, la promotion des pratiques agro-écologiques serait bénéfique aux pays, étant entendu que ces expériences et ces apprentissages s'inscrivent dans une circularité nécessairement régionale, notamment du Sud vers le Nord.

La mise en place d'un Pacte méditerranéen pour l'agriculture et l'alimentation durable vise à rassembler une diversité d'acteurs (agriculteurs, chercheurs, entreprises de l'agro-alimentaire, organisations professionnelles, société civile, etc.) autour d'une série d'engagements forts permettant une gestion soutenable des ressources naturelles, une organisation efficiente des filières et une sécurité nutritionnelle renforcée. Fondé sur le dialogue multi-parties-prenantes et le partage de connaissances, ce Pacte vise à décloisonner les approches entre la recherche et le développement économique, et à sensibiliser la jeunesse méditerranéenne sur les bienfaits d'une agriculture respectueuse de l'environnement et d'une alimentation plus saine. Pour faire vivre ce Pacte, des rencontres régionales seront instaurées, des programmes de développement seront lancés

(offrant aux territoires ruraux la possibilité de mieux se connecter aux marchés) et des chartes d'entreprises seront mises en œuvre (donnant un effet tangible aux politiques de responsabilité sociale et environnementale des grands groupes privés).

INITIATIVE-PHARE N°03

Action méditerranéenne en faveur de l'autonomisation des jeunes et des femmes en zone rurale

(Mediterranean Empowerment Action for Young and Women in Rural Area)

Un tiers de la population méditerranéenne vit dans les zones rurales et un emploi sur dix est lié à l'agriculture. Il est impossible d'envisager le développement des zones rurales sans tenir compte de l'agriculture. Celle-ci est un réservoir d'emplois et de revenus pour les ruraux et un facteur essentiel pour revitaliser l'économie de ces territoires et les inclure dans les stratégies de croissance. Les femmes sont au cœur de ces enjeux. Déterminantes pour la sécurité alimentaire, principalement actives en agriculture, soucieuses de la gestion de l'eau et de la terre, elles ont bien souvent un accès réduit à la propriété, à l'éducation et au crédit. Les femmes doivent donc bénéficier d'une plus grande autonomie pour leur développement. La réduction des inégalités de genre et la promotion des innovations sociales, techniques et économiques portées par les femmes représentent un moyen de démontrer qu'il existe aussi des territoires ruraux vivants et intelligents aux côtés de villes engagées pour la durabilité. Plus largement, ce sont les jeunes de ces zones rurales et agricoles qui doivent être au cœur des actions favorisant les dynamiques intergénérationnelles et l'inclusion (sociale et économique).

La mise en œuvre de programmes de renforcement des capacités pour les jeunes et les femmes en zones rurale dans les pays de la Méditerranée se traduira par une meilleure insertion dans les politiques locales, par des formations adaptées à leurs besoins (mettant l'accent sur leurs droits), mais sera également concrétisée par de l'aide à la création d'entreprises, l'établissement de tissus associatifs ou coopératifs ou encore des mises en réseau à l'échelle nationale ou régionale. Ces stratégies d'inclusion pour les femmes et les jeunes en milieu rural seront complétées par des actions de sensibilisation auprès des décideurs et des investisseurs engagés pour le développement humain, rural et agricole de la Méditerranée.

INITIATIVE-PHARE N°04

Formation sur le Zéro Gaspillage en Méditerranée (ressources naturelles, alimentation, connaissances)

(Training for Zero Waste in the Mediterranean – Natural Resources, Food and Knowledge)

Pour construire l'avenir en puisant dans les héritages du passé, pour améliorer la sécurité alimentaire et pour protéger la planète, les connaissances, les productions agricoles et les ressources naturelles ne doivent plus être gaspillées en Méditerranée. Il faut donc agir

de manière systémique et simultanée. La perte et le gaspillage ont plusieurs dimensions (sociales, économiques et environnementales) et doivent dès lors, être abordés sous trois angles, différents mais complémentaires. En effet, en combinant l'analyse des ressources naturelles (eau, terre, énergie, forêts, biodiversité, etc.), de la production des aliments et de leur consommation (post-récolte, transports, restauration individuelle/collective, etc.) et des connaissances (savoirs empiriques, pratiques ou traditionnels, innovation technique et technologique, etc.), c'est l'être humain qui est remis au centre du jeu dans les stratégies de développement durable.

Il est donc proposé la création d'un dispositif d'enseignements intégrés sur la gestion durable des ressources naturelles et l'élimination des différents types de gaspillage, capable de favoriser à la fois la sécurité alimentaire, l'agroécologie et un meilleur développement des territoires ruraux. Ce dispositif sera proposé par le CIHEAM à travers ses 4 Instituts, en lien avec leurs partenaires universitaires et institutionnels, leurs réseaux d'experts et d'anciens étudiants soucieux de contribuer à cette formation régionale pluridisciplinaire. Celle-ci pourra être diplômante (de type Master) ou professionnalisaante (pour s'adresser à des besoins spécifiques, y compris la formation des formateurs), et participer surtout aux dynamiques de formation tout au long de la vie (des modules spécifiques en e-learning pouvant être proposés). Ce dispositif d'enseignement sera complété par la mise en place d'une plate-forme virtuelle d'échanges d'information et de dialogue interactif entre les participants et le réseau d'experts mobilisés dans la région ou à l'international, pour promouvoir des solutions méditerranéennes à travers le monde et apprendre de l'extérieur pour transformer les situations en Méditerranée.

INITIATIVE-PHARE N°05

Centres affiliés du CIHEAM : une contribution concrète à la Politique Européenne de Voisinage

(CIHEAM Affiliated Centers: a tangible contribution for the European Neighbourhood Policy)

Afin de contribuer à son Agenda stratégique 2025, le CIHEAM conduit un processus visant à affilier des centres au sein de ses États membres dans lesquels il ne dispose pas d'Institut Agronomique Méditerranéen (IAM). L'Initiative des Centres Affiliés du CIHEAM, qui sera lancée à partir de 2017, aura pour objectif de renforcer les complémentarités régionales en termes d'expertise scientifique et de compétence technique, mais également d'enrichir le maillage institutionnel du CIHEAM pour la conduite de ses activités de formation, de recherche et de développement en Méditerranée. Les pays membres du CIHEAM sont donc appelés à explorer ce nouvel instrument capable de favoriser des actions autour des 15 priorités thématiques de son Agenda stratégique 2025.

Un tel processus peut être considéré comme une contribution concrète à la Politique européenne de voisinage (PEV), en phase avec ses objectifs d'excellence, de mobilité et d'économie basée sur les connaissances en région méditerranéenne. Celle-ci doit en effet progressivement se renouveler à travers des contributions concrètes au développement de la coopération euro-méditerranéenne adaptées à la fois aux besoins des pays d'Afrique

du Nord et du Proche-Orient, mais également à ceux des États membres de l'UE. La mise en œuvre des Centres affiliés du CIHEAM permettrait en outre de donner plus de visibilité, dans le cadre des politiques européennes en direction du Voisinage Sud, aux questions agricoles, alimentaires, halieutiques et rurales. Celles-ci sont pleinement ancrées dans les enjeux de durabilité, de croissance inclusive, de formation et d'innovation en Méditerranée. En participant grâce à des moyens appropriés au développement de cette initiative, l'UE pourrait ainsi soutenir la recherche et la coopération d'excellence, dans des secteurs d'activité économique déterminants pour la jeunesse, la création d'emplois, les marchés commerciaux et les stratégies d'adaptation aux changements climatiques.

**

Le PACMED 2025 repose à la fois sur les 15 priorités thématiques de l'Agenda stratégique et sur le lancement de 5 initiatives-phares inédites à vocation régionale.

Le PACMED 2025 fait inévitablement appel à la mise en place de synergies entre les États, entre les Institutions internationales/régionales et entre les différents acteurs engagés en faveur du développement en Méditerranée. Il nécessite également que soient mobilisés de nouveaux financements, capables de fédérer des ressources publiques et privées autour de ces enjeux et de ces initiatives concrètes, pour une durée pluriannuelle.

Dans cette perspective, le PACMED 2025 s'adresse tout particulièrement à l'UE, qui pourrait le considérer comme un programme-clef dans sa politique de coopération en Méditerranée afin de contribuer à la mise en œuvre des ODD dans cette région où la sécurité et la prospérité reposent pour beaucoup sur l'alimentation, les territoires ruraux et l'agriculture.



11th MEETING OF THE AGRICULTURAL MINISTERS OF THE CIHEAM'S MEMBER COUNTRIES

Tirana (ALBANIA) - 22 September 2016

Final Declaration

At the invitation of H.E. Edmond Panariti, Minister of Agriculture, Rural Development and Water Administration of the Republic of Albania, the Ministers of Agriculture of the 13 Member Countries of the International Centre for Advanced Mediterranean Agronomic Studies (CIHEAM), or their representatives, convened in Tirana on the 22nd of September 2016.

The Ministers and Heads of Delegation,

CONSIDERING

- That the Mediterranean is a geographical interface where agricultural, rural and climate challenges are strongly connected and create increasing interdependence between Europe, Africa and the Middle-East placing agriculture, nutrition, rural areas and the environment at the core of the 2030 Agenda for Sustainable Development;
- That the Mediterranean has been a leading migratory space for a long time, that mobility dynamics shall be seen in a perspective of human development and inclusive growth, mainly in the rural areas where the improvement of the living conditions and adaptation to climate change are crucial and essential;
- That instability in the agricultural sector, especially concerning land, food insecurity, malnutrition, extreme climate deregulation and underemployment are among the factors which compel populations to leave their territories and that food security, protection of natural resources, sustainable rural development, and social cohesion shall be included in the strategies that mitigate distress mobility in the Mediterranean region;
- That agriculture and rural development, showing resilience to shocks, technical and environmental innovation, may provide solutions in the agenda of adaptation strategies to climate change;
- That agriculture and food security are closely related to reconciliation, peace and stability in the Mediterranean region, and must be considered as priority sectors for these countries and for international cooperation thereby underlining the importance of youth and, in particular, of women's employment in rural areas in order to prevent distress mobility.

RECALLING

- The 2030 Agenda for Sustainable Development adopted by the United Nations in September 2015 and the new Sustainable Development Goals (SDGs) many of which regard agriculture, food and environment;

- The declaration of Valletta Summit on migration held in November 2015 and its action plan;
- The declaration adopted on the occasion of the second Euro-Mediterranean ministerial conference on agriculture held in Palermo in November 2014, during which the Ministers stated that: "a greater number of young Mediterranean people must view agriculture and rural regions as dynamics of the future and that, for this to happen, multisectoral tailored policies, both national and regional, are needed and should be adequately funded";
- The G20 Action Plan on Food Security and Sustainable Food Systems;
- The guidelines, approved on the 11th of May 2012 by the Global Food Safety Committee, on responsible governance of land tenure system applicable to land, fisheries and forests in the context of national food security;
- The declaration adopted on the occasion of the first ministerial conference on agriculture and food security between the Countries of the Western Mediterranean 5 + 5 Dialogue, held in Algiers on the 27 of November 2013;
- The Paris Agreement on Climate of the 12 of December 2015 on the occasion of the 21st Conference of the Parties (COP21) to the UN Framework Convention on Climate Change (UNFCCC), the Lima Action Agenda and COP 22, which will take place in November in Marrakech, for the implementation of the adopted measures, the follow-up and the assessment of the commitments made in Paris, including initiatives linked to natural resources crucial for agriculture and food security;
- The Milan Charter, legacy document of Expo Milano 2015 "Feeding the Planet, Energy for Life", whose goal is to promote the right to food and food security, and that was delivered to the United Nations Secretary General Ban Ki-Moon on 16 October 2015 after being signed by governments, institutions and citizens;
- The report of the United Nations Secretary General published on the 9th of May 2016, which calls for new global commitments on mass movements of refugees and migrants, including a global pact on sharing responsibilities, an intervention plan for refugees and a global compact for safe, regular and orderly migration;
- The Communication of the 7th of June 2016 from the Commission to the European Parliament, the European Council, the Council and the European Investment Bank establishing a new Partnership Framework with third countries under the European Agenda on Migration;
- The global strategy for foreign policy and security of the European Union, presented on the 28th of June 2016, by Federica Mogherini, High Representative of the European Union for Foreign Affairs and Security Policy and Vice-President of the European Commission, which introduces the resilience of Countries and societies

to the East and South of Europe as a priority, and states that the European Union will encourage different pathways to resilience in government, economy, society, climate and energy, and develop more effective migration policy for Europe and for its partners;

- The United Nations General Assembly High-Level meeting, held on the 19th of September 2016, which invites member States to develop a "coordinated response to large movements of refugees and migrants" and aims at engaging development actors to enhance the contribution of refugees and migrants to their environment;
- The discussions which took place in Tirana, on the 21st of September 2016 during the International Forum on the sustainability of the agro-food value chains, co-organised by CIHEAM, EBRD and FAO with the collaboration of the Albanian Authorities, and the strategic role of the private sector as driver for inclusive development, agricultural competitiveness and food security in the Mediterranean Region.

CONVINCED

- That the surge in flows of migrants calls for long-term action plans that may complete humanitarian and security measures in order to promote human, economic and social development and to prevent conflicting situations;
- That the level of interdependence between Mediterranean countries and Europe is increasingly growing and CIHEAM is a very relevant instrument for multilateral cooperation in the field of agriculture, nutrition, fisheries, forestry and life in rural areas acting as a platform for knowledge and best practices sharing (i), training, research and innovation (ii), implementation of national development strategies (iii), and of scientific and cultural diplomacy (iv);
- That a global, integrated and participatory approach is necessary to foster economic, social and environmental development in the Mediterranean region where agriculture, food, fisheries, forestry and rural areas provide solutions for inclusion, adaptation, creation of a new solidarity and for the reinforcement of social cohesion, at local and regional levels.

Taking account of the above considerations, the Ministers and Heads of Delegation

- Have discussed the following themes:
 - **An exchange of views on distress migration (internal and international)** from the perspective of agricultural development, food security, land policy, development and inclusion of rural territories and climate change in relation to challenges that are specific to the Mediterranean;

- **The presentation of the CIHEAM Strategic Agenda 2025 (CSA 2025),** whose mission of cooperation in the Mediterranean revolves around 4 pillars and 15 themes.

Upon completion of their works, the Ministers and Heads of delegation:

- Have commended on the implementation of the CIHEAM Strategic Agenda 2025, whose framework for action is based on four pillars namely (i) protecting the planet struggling against triple waste (knowledge, natural resources and energy, food products); (ii) food security promoting sustainable agriculture; (iii) inclusive development involving the youth and women and investing in fragile areas; (iv) crises and resilience and managing tensions;
- Have recognised that the issues related to the distress migration and the refugee crises should foster to reflect on the root causes of voluntary and forced migrations in order to provide possible solutions from the perspective of agricultural and rural development and food security in the Mediterranean.

Call on the CIHEAM:

1. To set up the **CIHEAM Action Plan 2025 for the Mediterranean (CAPMED 2025)** through the implementation of its Strategic Agenda 2025 and of the five regional flagships. **CAPMED 2025** will be implemented with the partner Institutions in order to strengthen an institutional complementarity in the field of agriculture, food security and inclusive development;
2. To propose with CAPMED2025 a global answer to mitigate the distress migration and to give an important contribution to the Euro-Mediterranean cooperation policy, and to the social resilience in the region, by means of training, research, technical support and values such as intercultural dialogue, multilateralism, multi-stakeholder action and solution of real problems.

Request the Countries and International Organisations:

1. To launch the initiative of CIHEAM Affiliated Centres in its member states, which do not have a Mediterranean Agronomic Institute (MAI), in order to contribute to **CAPMED 2025**, to reinforce regional complementarities in terms of scientific expertise and technical skills; and this through an innovative network for the four CIHEAM Institutes for training, research and development in the Mediterranean region;
2. To continue their efforts to promote the development of agriculture and agro-food value chains through appropriate public policies and encouraging private initiatives in the countries most affected by distress migration;

3. To establish technical and multidisciplinary training programmes in the field of agriculture, rural development, fisheries and forestry that may contribute to the inclusion of economic migrants or refugees;
4. To promote local initiatives which facilitate co-existence and generate entrepreneurial spirit in relation with food (community vegetable gardens, processing and marketing of food products etc.) through incentives and pooling of actors from public institutions, civil society and private sector;
5. To foster the development of rural integration networks in the countries hosting migrants and refugees in order to provide them with social and professional inclusion in the agricultural, forestry or fisheries sectors, but also in agro-food enterprises and associated services, thus contributing to their social recognition as skilled human resources;
6. To develop tools enabling professional migration and the mobility of entrepreneurs, students and researchers, in the field of agriculture, food, fisheries forestry and development of rural territories;
7. To pursue the support provided to PRIMA initiative (Partnership for research and innovation in the Mediterranean) pursuant to Article 185 TFEU in the water and food sectors, given the important commitment of the EU and non-EU Mediterranean countries, including the CIHEAM Member States;
8. To support the Maltese authorities , also in the light of the Maltese Presidency of the Council of the EU in the first half of 2017, and their will to reinforce the Maltese commitments in the CIHEAM Strategic Agenda 2025, to establish a Centre of Excellence in order to improve the research and innovation capacity in the field of water and agriculture.

CONCLUSIONS

- The Ministers and Heads of Delegation support the CIHEAM Strategic Agenda 2025 and recognise the efforts deployed by this Organisation at the service of international cooperation and peace. They have reiterated their wish to strengthen and sustainably support the capacity of CIHEAM that is an essential actor of development in the region of Euro-Mediterranean dialogue. They have expressed their commitment to this organisation that devotes its activity to build a true Mediterranean solidarity;
- The Ministers and Heads of Delegation express their wish to encourage interinstitutional synergy in the Mediterranean region for which the CIHEAM represents a key actor, convinced as they are that agricultural, food, rural and climate challenges call for integrated and crosscutting strategies, federating projects between countries and joint initiatives between international organisations. They ask for CAPMED 2025 to be considered as a mobilising tool in this perspective;

- The Ministers and Heads of Delegation have agreed to inform the Ministers of Foreign Affairs on the present recommendations so that they can consider them in the international negotiations and the political initiatives in which they are involved since it is necessary to act on the root causes of migration and to mitigate the risks triggered by distress mobility;
- They have congratulated the Minister of Sustainable Development and Water Administration of Albania and his staff on the efforts accomplished towards the success of this meeting;
- They have thanked CIHEAM for its contribution to the success of this meeting.

Annex

CIHEAM Action Plan 2025 for the Mediterranean (CAPMED 2025)

The CIHEAM Action Plan 2025 for the Mediterranean (CAPMED 2025) is designed to promote cooperation activities based on the 15 thematic priorities of its Strategic Agenda 2025 and to initiate 5 unprecedented and regional flagship initiatives through institutional partnerships and co-funding.

It builds on the cooperation experience of CIHEAM in the Mediterranean area in the fields of education and training, networking research and support to development; these activities are carried out by its institutes and share common values (multilateralism, bottom-up and problem-solving approach, best practices sharing, expertise tailored to real needs).

**

The Mediterranean region is at the crossroads of political, economic, social and climate challenges thus taking centre stage in the international arena. Numerous transitions are at play and the Mediterranean is one of the main laboratories of the planet where a more sustainable and inclusive development may be built. More sustainable since growth patterns must be more sustainable towards the needs of the population and environmental constraints of the region. More inclusive since development across the Mediterranean shall include territories, stakeholders and fragile communities.

This argument brings about several recommendations that are deeply rooted in the firm belief that investments are needed in agriculture, fisheries and rural areas in the Mediterranean. CAPMED 2025 intends to propose solutions that may back up transition and encourage multilateral initiatives able to pool countries, private and public stakeholders around themes which are at the core of Sustainable Development Goals (SDGs). By promoting the inclusion of food, rural and climate challenges in the Euro-Mediterranean strategic debate and by contributing to the inclusion of agricultural and fisheries communities into the national and local communities, CIHEAM's strategy fits into the SDGs for the Mediterranean area with special emphasis on the «Water, Food, Energy» nexus.

In this context, and thanks to its experience in the field of political dialogue, scientific research, expert training and technical assistance, the CIHEAM has developed a Strategic

In this context, and thanks to its experience in the field of political dialogue, scientific research, expert training and technical assistance, CIHEAM has worked out a Strategic Agenda 2025 to better structure its long-term cooperation missions. This Agenda is structured around 4 pillars and 15 thematic priorities (see box) on which CIHEAM will lay emphasis in the years ahead by strengthening its activities through interinstitutional synergies and higher budgetary means.

The Strategic Agenda 2025 is completed by 5 unprecedented flagship initiatives launched in the framework of CAPMED 2025. These initiatives have an innovative approach and a regional vocation. They match the Strategic Agenda 2025 and intend to turn the Mediterranean area into an interface between Europe, Africa and the Middle-East. One of the goals of CAPMED 2025, perfectly in line with the spirit of the founders of CIHEAM more than 50 years ago, is to give centre stage to the Mediterranean as a region of development and to overcome the idea of an out-of-control peripheral zone.

These flagship initiatives fit into the CIHEAM mission designed to abridge knowledge, expertise and best practices throughout the Mediterranean basin thanks to intercultural dialogue and scientific diplomacy rooted in tangible and multidisciplinary activities. Through its problem-solving approach, CIHEAM mission contributes to Euro-Mediterranean cooperation policies by combining expert training, research and technical assistance for social, economic and environmental development.

CIHEAM STRATEGIC AGENDA 2025

A. Protect the Planet "by Struggling Against Triple Waste"

1. Sharing Knowledge and Defending traditional Know-How;
2. Managing Natural Resources and Energy (water, soil forests, energy, biodiversity, sea...);
3. Reducing agricultural losses and food waste all along food chains.

B. Food Security and Nutrition "by Boosting Sustainable Agriculture and Food"

1. Promoting the Mediterranean Diet;
2. Enhancing Agro-Ecological practices;
3. Improving food safety and quality;
4. Increasing access to food.

C. Inclusive Development "by Investing in New Generations and Fragile Territories"

1. Youth Employment and Life-long Learning;
2. Development of rural and coastal regions;
3. Vulnerable Groups Participation and Gender Equality;
4. Emergence of smart rural territories and of inclusive agro-fishing models.

D. Crises and Resilience "by contributing to tensions management"

1. Population mobility and Migrations;
2. Climate Change prevention and adaptation solutions;
3. Animal and Plant Health;
4. Agricultural commercial markets;

FLAGSHIP INITIATIVE N°01

Mediterranean Platform for Policy Dialogue on Drivers of Rural Migration

The Mediterranean has long been an area of migrations. Over the last few years, the number of forced migrations has grown also as a result of depletion of natural resources, environmental constraints and hard economic conditions in rural areas. Migratory dynamics in the region are both international and internal (within a State or region) often responding to the movement of people from rural areas to coastal cities. In order to understand the root causes of migrations, challenges shall be considered in terms of human development, agriculture, and adaptation to climate change.

To this end, a Mediterranean platform for policy dialogue on the drivers of rural migration could be a tool to make progress towards the understanding of phenomena, identification of solutions enabling a better living for both indigenous and immigrants and economic growth in rural areas and adaptation strategies to environmental constraints. This platform shall encompass a high-level group of multisectoral coordination including national and international decision-makers and a consortium of experts, representatives of public authorities and local actors. Awareness raising, research and studies, expert training, sharing of experience and development of specific programmes shall be the main activities of this platform on the rural and agricultural dimension of migration in the Mediterranean area.

FLAGSHIP INITIATIVE N°02

Mediterranean Compact for Sustainable Agriculture and Food

Faced with demographic, food and climate challenges, Mediterranean countries must produce more and better with fewer resources. This is a new agricultural equation that the Mediterranean area has to apply in order to improve access to food, quality of products and people's health, while increasing competitiveness and viability especially of small and medium sized farms. The Mediterranean diet, acknowledged by UNESCO as an intangible cultural heritage, is based on principles complying with environmental, nutritional, health, social, economic and cultural criteria. Additionally, it can be considered as a development asset which can create interfaces with other sectors such as tourism and gastronomy and contribute to growth and job creation to local economies. It is therefore a major asset even more so if it is included in the strategies of the private sector especially in philanthropic initiatives or social and environmental responsibility. Similarly, the promotion of agro-ecological practices could be beneficial for the countries, on the understanding that these experiences fall within a regional circular approach from the south to the north.

The Mediterranean compact for sustainable agriculture and food intends to bring together several actors (farmers, researchers, agro-food businesses, professional organisations, civil society, etc.) and involve them in actions addressing the sustainable management of natural resources, the efficient organisation of supply chains and higher food security. Based on knowledge sharing and stakeholders' dialogue, this compact aims at decompartmentalizing the approach between research and economic development and at raising the awareness of the youth on the benefits of an environment-friendly agriculture and healthier nutrition. Regional meetings will be organized, development programmes initiated (rural territories will be better connected to markets) and corporate charters implemented (giving a tangible effect to social and environmental responsibility policies).

FLAGSHIP INITIATIVE N°03

Mediterranean Empowerment Action for the Young and Women in Rural Areas

One third of the Mediterranean population lives in rural areas and one job out of ten is linked to agriculture. The development of rural areas passes through agriculture. This is a reservoir of jobs and incomes for rural people and an essential driver of economic growth for these areas. Women are at the heart of these challenges. Despite their crucial role in food security, agriculture, water and land management, women often have limited access to ownership, education and credit. Empowering women is thus crucial for their growth. Ending gender inequalities and promoting social, technical and economic innovations driven by women are a tool that shows how smart rural areas are alongside sustainable towns and cities. More broadly, the youth of these rural and agricultural areas shall be at the heart of actions encouraging intergeneration dynamics along with social and economic inclusion.

The implementation of capacity building programmes for the rural youth and women in the Mediterranean countries will result in a better inclusion in the local policies, training tailored to their needs (emphasis shall be laid on their rights), support to the creation of enterprises, associations or cooperatives and national or regional networks. These strategies for the inclusion of the youth and women in the rural areas shall be completed by awareness-raising campaigns of decision-makers and investors involved in the human, rural and agricultural development of the Mediterranean area.

FLAGSHIP INITIATIVE N°04

Training for Zero Waste in the Mediterranean – Natural Resources, Food and Knowledge

To build the future on the heritage of the past, to improve food security and to protect the planet, knowledge, agricultural production and natural resources must not be wasted in the Mediterranean area. Systemic and simultaneous actions are needed, Losses and wastes are multidimensional (social, economic and environmental) and must be addressed from three different although complementary angles. By combining the analysis of natural resources (land, water, energy, forestry, biodiversity, etc.), food production and consumption (post-harvest, transports, catering services, etc.) and knowledge (empirical, practical or traditional knowledge, technical and technological innovation, etc.), human beings, take centre stage in the strategies of sustainable development.

It is therefore proposed to set up education and training on the sustainable management of natural resources and waste eradication in order to promote food security, agroecology and better development of rural territories. It will be proposed by CIHEAM through its four Institutes jointly with their university and institutional partners, their experts' networks and former trainees willing to contribute to this regional multidisciplinary training. Master courses or expert training (in order to respond to specific needs, including training of trainees) and lifelong courses (e-learning modules may be proposed) will be delivered. The setting up of a virtual platform is envisaged for the exchange of information and interactive dialogue between participants and experts at regional or international level to promote Mediterranean solutions and to learn how to transform the Mediterranean.

FLAGSHIP INITIATIVE N°05

CIHEAM Affiliated Centres: a tangible contribution to the European Neighbourhood Policy

For the implementation of its Strategic Agenda 2025, CIHEAM intends to affiliate centres identified in its member States which do not host the Mediterranean Agronomic Institutes (MAI). The CIHEAM Affiliated Centres initiative will be launched in 2017 in order to strengthen regional complementarities in terms of scientific expertise and technical skills but also to broaden CIHEAM institutional network for training, research and development

activities across the Mediterranean area. CIHEAM member states are invited to explore this new tool that may boost actions around the 15 thematic priorities of its Strategic Agenda 2025. Such a process may be considered as a tangible contribution to the European Neighbourhood Policy (ENP) in line with its goals of excellence, mobility and knowledge-based economy in the Mediterranean region. The latter needs to be renewed through its contribution to the development of the Euro-Mediterranean cooperation, adjusted to the needs of North Africa and Near East but also to the needs of the EU member states. The CIHEAM Affiliated Centres could give greater visibility to agricultural, food, fishery and rural issues in the framework of European Neighbourhood policies. These issues are rooted in the challenges of sustainability, inclusive growth, training and innovation in the Mediterranean area. Through appropriate means for the development of this initiative, the EU could also back up research and cooperation in key economic sectors for the youth, job creation, markets and adaptation strategies to climate change.

**

CAPMED 2025 is based on the 15 thematic priorities of the strategic agenda and the 5 unprecedented regional flagship initiatives.

CAPMED 2025 demands synergies between States, international/regional institutions and actors working for the development of the Mediterranean. It necessitates the mobilisation of additional funding from public and private resources to conduct these initiatives in the long run.

In this perspective, CAPMED 2025 is addressed to the EU by which it could be considered as a key programme in its Mediterranean cooperation policy and may contribute to the implementation of SDGs in this region where security and prosperity rely on nutrition, rural territories and agriculture.

11^{ème} réunion
des ministres de l'Agriculture,
de l'Alimentation et de la Pêche
des pays membres du CIHEAM

11th meeting
of the Ministers of Agriculture,
Food and Fisheries of the
CIHEAM's member countries

LISTE DES PARTICIPANTS

LIST OF PARTICIPANTS

DELEGATIONS MINISTERIELLES MINISTERIAL DELEGATIONS

ALBANIE / ALBANIA

- | | |
|-----------------------------|---|
| – Mr Edmond PANARITI | Minister for Agriculture,
Development and Water Administration |
| – Mr Vigan DERVISHI | Head of Cabinet, Ministry of Agriculture,
Rural Development and Water Administration |

ALGÉRIE / ALGERIA

- | | |
|-----------------------------|---|
| – Mr Rafic MOUALEK | Head of Delegation. Head of Cabinet,
Ministry of Agriculture |
| – Mrs Fatiha BAGHOUS | Adviser for International Cooperation |

ÉGYPTE / EGYPT

- | | |
|------------------------------|---------------------------------|
| – Mr Mohamed AMER | Head of Delegation |
| – Mr Mostafa AL SAYAD | Head of Land Reclamation Sector |

ESPAGNE / SPAIN

- | | |
|---|---|
| – Mr Jaime HADDAD SÁNCHEZ
DE CUETO | Head of Delegation. Under Secretary
of Agriculture, Food and Environment |
| – Mr Gonzalo EIRIZ GERVÁS | Deputy General Director for International
Relations and EU affairs |
| – Mr Sebastià FRAILE AREVALO | Advisor at OECD and Delegate of Spain to
the CIHEAM's Governing Board |

FRANCE

- | | |
|-----------------------------|--|
| – Mrs Hélène PESTEL | Head of Delegation. Deputy Head of the
International Relations Division |
| – Mrs Valérie BADUEL | Assistant Director General, Head of Directorate
for Higher Education, Research and Innovation |
| – Mrs Myriam IPSA | Official Representative for North Africa and the
Middle East |

GRÈCE / GREECE

- | | |
|---------------------------------|---|
| – Mr Charalambos KASIMIS | Head of Delegation. Secretary General of
Agriculture Policy and Management of
European Funds |
|---------------------------------|---|

ITALIE / ITALY

- Mr Giuseppe CASTIGLIONE	Head of Delegation. Under Secretary of State of the Ministry of Agriculture, Food and Forestry Policies
- Mrs Marcella BUCCA	Chief of Secretary to the Under Secretary of State
- Mr Felice ASSENZA	General Director of European Union and International Policies
- Mr Massimiliano PIATTELLA	Rural Development Officer
- Mr Giulio CARDINI	Rural Development Officer
- Mr Gianni BONINI	Delegate of Italy to the CIHEAM's Governing Board
- Mrs Deborah DEGL'INNOCENTI	Technical advisor to Mr Bonini

MALTE / MALTA

- Mr Roderick GALDES	Head of Delegation. Parliamentary Secretary. Ministry of Sustainable Development, Environment and Climate Change
- Mr Ivor ROBINICH	Head of the Secretariat
- Mr Justin ZAHRA	Director of Agriculture
- Mr Marco DIMECH	Scientific Officer - Agriculture Directorate

MAROC / MOROCCO

- Mr Lybesha BUJAR	Head of Delegation. Honorary Consul
---------------------------	--

PORTUGAL

- Mr Nuno CANADA	Head of Delegation. President of the National Institute for Agricultural and Veterinary Research (INIAV). Delegate of Portugal to CIHEAM's Governing Board
-------------------------	---

TUNISIE / TUNISIA

- Mr Omar BEHI	Head of Delegation. Secretary of State for Agricultural Production
- Mr Hichem Ben SALEM	Director General at the Institution of Agricultural Research and Higher Education

TURQUIE / TURKEY

- | | |
|----------------------------|---|
| – Mr Ali Recep NAZLI | Head of Delegation. Director General for European Union and Foreign Relation |
| – Mrs Nihal Destan AYETKIN | EU Expert at the Ministry of Food, Agriculture and Livestock |
| – Mr Nevzat BIRISIK | Deputy Director General of Food and Control Directorate |

ORGANISATIONS INTERNATIONALES INTERNATIONAL ORGANISATIONS

COMMISSION EUROPÉENNE / EUROPEAN COMMISSION

- | | |
|-----------------------|--|
| – Mrs Romana VLAHUTIN | European Union Ambassador - Head of European Union Delegation to Albania |
|-----------------------|--|

CIM / CMI

- | | |
|--------------------|---------|
| – Mr Mourad EZZINE | Manager |
|--------------------|---------|

BERD / EBRD

- | | |
|------------------------|----------------------------------|
| – Mrs Victoria ZINCHUK | Acting Director for Agribusiness |
|------------------------|----------------------------------|

FAO

- | | |
|--------------------|--|
| – Mr Raimund JEHLE | Regional Strategic Programme Coordinator |
|--------------------|--|

ICARDA

- | | |
|--------------------|---|
| – Mr Shideed KAMEL | Assistant Director General for International Cooperation and Communications |
|--------------------|---|

OCDE / OECD

- | | |
|---------------------------|--|
| – Mr Dimitris DIAKOSAVVAS | Senior Economist – Trade and Agriculture Directorate |
|---------------------------|--|

UFM / UPM

- | | |
|--------------------|---|
| – Mr George SALIBA | Ambassador for the Secretariat of the Union for the Mediterranean |
|--------------------|---|

UMA

- | | |
|-----------------------|--|
| – Mrs Faouzia CHAKIRI | Head of division - Food Security Direction |
|-----------------------|--|

CIHEAM

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL / GENERAL SECRETARIAT

- Mr Mohammed SADIKI	Vice President of the Governing Board
- Mr Cosimo LACIRIGNOLA	Secretary General
- Mr George BAOURAKIS	Director of CIHEAM - Chania (Greece)
- Mr Pascal BERGERET	Director of CIHEAM - Montpellier (France)
- Mr Javier SIERRA ANDRES	Director of CIHEAM - Zaragoza (Spain)
- Mr Maurizio RAELI	Director of CIHEAM - Bari (Italy)
- Mr Biagio DI TERLIZZI	Head of the Planning and Cooperation Office CIHEAM - Bari (Italy)
- Mrs Marie-Hélène LE HENAFF	Director for External Relations
- Mr Sébastien ABIS	Principal Administrator
- Mr Vincenzo FERSINO	Principal Administrator
- Mr Richard RAJCA	Principal Administrator
- Mrs Yasmine SEGHIRATE	Communications Manager
- Mr Gianluca MANGANELLI	Chef Accountant
- Mr Eugenio PLATANIA	Assistant

Imprimé juin 2017
Digiprint srl - Bari, Italie
tel +39 080 5424587 ~ digiprintbari@gmail.com



